GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT

Trois Mois, 18 Francs. Six Mois, 36 Francs. L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

BUREAUX

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2. au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour royale de Paris (2e ch.) : Commissionnaire; avances sur consignations; privilège; fausse expédition. — Obligation solidaire de la femme mariée; intérêt distinct du mari; procédure; capacité de la femme mineure; obligation; nullité. — Cour royale de Nancy : Testament olographe; erreur de date. — Tribunal civil de Libourne : Enregistrement; affectation des acquêts aux enfants. — Tribunal civil de Valence : Indemnité des maîtres de poste; transport des marchandises; fourrages.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Finistère : Assassinat suivi de vol; condamnation à mort. — Cour d'assises de l'Aude : Empoisonnement.

NOMINATIONS JUDICIAIRES. — Département de la Loire (Saint-Etienne) : Accidant sur le chemin de fer. — Aude (Narbonne) : Une sorcière; escroquerie. — Finistère (Brest) : Exercice illégal de l'art de l'accouchement. — Usure et prêts sur gages. — Paris : Le mariage impossible. — Vol à la commission. — Etranger. Etats-Unis (New-York) : Duel; meurtre. — Pays de Galles : Arrestation de chefs rébeccaïtes. — Belgique (Liège) : Duel.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (2e chambre).

(Présidence de M. Silvestre de Chanteloup.)

Audience du 25 juillet.

COMMISSIONNAIRE. — AVANCES SUR CONSIGNATIONS. — PRIVILEGE. — FAUSSE EXPÉDITION.

Le commissionnaire consignataire qui, sans fraude, et sur la foi d'une lettre de voiture portant que les marchandises lui sont expédiées d'une autre place, fait des avances au commettant, a un privilège sur ces marchandises, conformément à l'article 95 du Code de commerce, encore qu'il soit établi plus tard que la lettre de voiture et le lieu d'expédition ont été simulés par le commettant (art. 95-96 du Code de commerce).

Un arrêt de la même chambre, rendu à la date du 12 mai 1842 (V. la Gazette des Tribunaux du 22 mai), a défini nettement le caractère et les conditions distinctes du contrat de commission et du contrat de nantissement, au point de vue des articles 93 et 95 du Code de commerce, dans l'espèce actuelle, la bonne foi reconnue du commissionnaire, trompé par les énonciations mensongères de la lettre de voiture, a déterminé le maintien du contrat de commission et du privilège qui en résulte.

Le Tribunal de commerce de Paris, auquel la question avait été soumise, avait rendu le jugement suivant :

Attendu qu'il est établi, en fait, que Groddée frères et compagnie avaient à Saint-Médard-lès-Soissons une maison séparée de celle de Paris; qu'ils y étaient patentés; que Courtin Jordis, en acceptant la consignation qui lui était faite, a traité directement avec la maison de Saint-Médard-lès-Soissons; que les marchandises lui ont été amenées en ses magasins par un camionneur, accompagnées d'une lettre de voiture de Saint-Médard; que ce n'est qu'après avoir reçu les marchandises en ses magasins que Courtin Jordis a accepté les traites de Groddée frères et Co.

Attendu que de l'examen des pièces et des écritures de Courtin Jordis il résulte que les traites ont été réellement acceptées par lui à l'époque indiquée et acquittées à l'échéance; que Courtin Jordis n'avait eu avec Groddée frères et Co, antérieurement aux faits dont s'agit, aucune relation d'affaires qui démontre un intérêt de sa part à accepter la consignation;

Attendu que s'il y a eu fausse expédition de la part de Groddée frères, rien ne constate que Courtin Jordis en ait eu connaissance;

Déclare les syndics Groddée frères et Co mal fondés en leur demande.

Appel de la part des syndics de la faillite Groddée. Ils demandent devant la Cour la nullité du contrat de commission, la remise des vingt-sept balles de laines qui en faisaient l'objet, sinon la condamnation au paiement de 30,000 francs pour en tenir lieu.

M. Dubois (de Nantes), qui soutenait cet appel, reconnaissait l'entière bonne foi de Courtin Jordis, et se bornait, en fait, à contredire cette énonciation, que la société Groddée eût à Saint-Médard-lès-Soissons une maison distincte de celle de Paris, et qu'elle y fût patentée. Mais, disait-il, peu importe ici la bonne foi du commissionnaire, car il s'agit d'un privilège, qui ne dérive pas de la convention des parties, mais de la force de la loi. En cette matière, tout est de droit rigoureux, et la faveur de la loi ne peut être étendue d'un cas à un autre. Le défenseur démontre par les faits consignés au jugement, que le cas prévu par l'article 93 du Code de commerce, c'est-à-dire l'expédition des marchandises d'une place sur une autre, ne se rencontre pas dans la cause; que la marchandise a été en réalité transportée des magasins de Groddée frères à Paris, dans ceux de Courtin Jordis, et il en conclut que le contrat de commission est vicié dans la condition essentielle de laquelle seule peut dépendre le privilège du commissionnaire.

Ces conséquences rigoureuses ont été combattues par M. Pouget, dans l'intérêt de Courtin Jordis, dont la bonne foi, surprise par une correspondance et une lettre de voiture, datées de Saint-Médard-lès-Soissons, était encore justifiée par des livres régulièrement tenus.

Dans ces circonstances, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Gérando, la Cour a confirmé la décision des premiers juges, dont elle a adopté les motifs.

OBLIGATION SOLIDAIRE DE LA FEMME MARIÉE. — INTERET DISTINCT DU MARI. — PROCÉDURE. — CAPACITE DE LA FEMME MINEURE. — OBLIGATION. — NULLITE.

La femme mariée actionnée en justice, conjointement avec son mari, à raison d'une obligation solidaire, doit, lorsqu'elle a un intérêt distinct et séparé de celui du mari, être assignée par copie séparée, et les jugements obtenus contre elle doivent de même lui être signifiés par copie séparée.

L'acquiescement au jugement donné par le mari seul, les significations de jugements à lui faites, et les actes d'exécution qui ont eu lieu contre lui, même alors qu'ils auraient été faits à la connaissance de la femme, ne font point, dans le même cas, courir contre celle-ci les délais pour se pourvoir contre les décisions intervenues.

L'obligation souscrite par la femme mineure, solidairement avec son mari, pour autre cause que des actes d'administration ou des dépenses de ménage, peut être déclarée nulle si les formes prescrites au mineur non-émancipé n'ont pas été préalablement observées (art. 485 et 484 du Code civil).

Ces questions de procédure et de droit civil ont été résolues par l'arrêt suivant, qui contient les documents de fait nécessaires pour l'intelligence des difficultés de la cause :

ARRÊT.

La Cour, Statuant sur l'appel interjeté par la veuve Grimblot de deux jugements rendus par le Tribunal de commerce de la Seine les 31 janvier et 7 mars 1837.

En ce qui touche la fin de non-recevoir résultant de l'acquiescement du mari, Considérant que la femme Grimblot était mariée sous le régime dotal, qu'elle avait un intérêt distinct et séparé de celui de son mari, et que l'acquiescement donné par celui-ci aux jugements contre lui rendus ne peut préjudicier à la femme Grimblot;

En ce qui touche la fin de non-recevoir résultant de l'expiration des délais de l'appel, Considérant que Vivien n'a justifié d'aucun acte d'exécution contre la femme Grimblot personnellement;

Qu'il n'existe aucune signification faite par copie distincte et séparée à la femme Grimblot, soit en 1837, soit en 1841, des jugements rendus contre elle et contre son mari, malgré la distinction de qualités résultant du régime sous lequel la femme Grimblot était mariée;

Que la seule signification à elle faite porte la date du 27 septembre 1842;

Qu'ainsi l'appel par elle interjeté le 26 décembre de la même année a été interjeté dans le délai de trois mois;

Au fond, Considérant qu'à l'époque où la femme Grimblot s'est obligée, solidairement avec son mari, elle était en état de minorité; que, dans l'acte d'acquiescement sus-énoncé, Grimblot a reconnu que le billet de 4,000 francs dont Vivien réclame le paiement avait pour cause un acte de commerce;

qu'il en résulte que l'obligation contractée par la femme Grimblot, solidairement avec son mari, n'est pas un acte d'administration; qu'elle n'a pas eu pour but de fournir aux dépenses du ménage, et que, d'après les dispositions de l'article 484 du Code civil, elle ne peut être maintenue;

Rejette les fins de non recevoir;

Infirmes les jugements dont est appel; déclare l'obligation nulle à l'égard de la veuve Grimblot, et déboute Vivien de sa demande.

(Plaidants : M. Fleury pour la veuve Grimblot, appelante; M. Durand Saint-Amand, pour Vivien, intimé. — Conclusions conformes de M. de Gérando, avocat-général.)

COUR ROYALE DE NANCY.

(Présidence de M. Moreau, premier président.)

Audiences des 13, 14 et 15 juillet.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — ERREUR DE DATE.

Il s'agissait dans cette cause d'un testament dont l'héritier du sang demandait la nullité, attendu que la date en était fautive, et qu'ainsi il devait être considéré comme non daté. D'ordinaire, dans les procès de ce genre, et à côté des arguments de droit, les attaques personnelles et les récriminations ne manquent pas entre les légataires et les héritiers du sang. Mais ici il n'y avait rien de semblable. L'héritier du sang, tout en se refusant à l'exécution du testament, écrivait cependant au légataire :

« Ce procès n'altérera en rien les sentiments honorables que vous m'avez inspirés. »

Les légataires, de leur côté, écrivaient en tête des instructions qu'ils donnaient à leur avocat :

« C'est pour nous un devoir de reconnaissance de répéter qu'il ne peut y avoir rien que d'honorable dans la conduite du fils de notre bienfaiteur. Le procès pour nous sera donc une question de fait, une question de droit; il n'aura rien de personnel. Si quelque mot échappé à notre plume pouvait recevoir une interprétation blessante, nous nous empresserions de la désavouer, car il n'y a de place dans nos pensées et dans nos cœurs ni pour la haine ni pour la colère. »

« Aussi, disait M. Chaix-d'Est-Ange, depuis Fontenoi on n'avait pas vu un combat commencer par une semblable lutte de courtoisie. Tirez! messieurs des gardes françaises. — Messieurs les Anglais, nous ne tirons jamais les premiers. »

Quant aux faits de la cause en eux-mêmes, ils sont excessivement simples.

M. Nicolas Devivier et M. Fiacre Devivier étaient tous deux fils de Joseph Devivier, décédé à Longwy le 24 mars 1763. Le premier des deux frères a exercé la médecine. Le second a suivi la carrière du notariat; il s'est établi à Verdun, où il a fait une fortune qu'on évalue à plus d'un million de francs.

Le 19 prairial an II, M. Nicolas Devivier a épousé à Passy-lès-Paris Marie-Madeleine de Gayault. Celle-ci était d'une de ces familles nobles qui avaient déjà monté les premiers degrés de l'échafaud. Sa sœur, M^{me} de Serenne, dénoncée comme faisant passer des munitions dans la Vendée, avait été arrêtée; deux de ses frères, M. Clément de Gayault et M. Gayault de Maubranche, avaient été incarcérés. Les nouveaux mariés eux-mêmes étaient contraints de se présenter plusieurs fois par semaine à la municipalité pour faire constater leur présence, afin qu'on pût les arrêter quand on le voudrait.

M. Nicolas Devivier, dans le but de se soustraire à cette persécution, parvint à se faire mettre en réquisition pour les hôpitaux militaires. Il fut dirigé sur l'armée du Rhin. Il ne pouvait emmener sa femme à l'armée ni la laisser à Passy, où elle eût été trop exposée; mais un asile se présentait : c'était le domicile de son frère le notaire. M^{me} Devivier resta donc à Verdun jusqu'au moment où son mari fut licencié. Ce séjour dura six mois, et M. Fiacre Devivier en a toujours conservé le plus doux souvenir.

Cependant les deux frères se séparèrent : M. Devivier vint s'établir à Paris, où il fut attaché aux hôpitaux militaires. Quelques années plus tard, il se rendit à Compiègne, où il fixa définitivement son domicile. Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis cinquante années, les deux frères ne s'étaient pas revus. Leurs relations étaient toujours affectueuses; mais elles étaient excessivement rares, comme le devaient être celles de deux hommes qui donnaient tout leur temps à l'étude et aux travaux de leur profession.

M. Devivier, le médecin, mourut à Compiègne dans le

courant d'avril 1840. Il était veuf depuis 1824, et laissait deux enfants, M. Henri-René Devivier et M^{lle} Anne-Rose Devivier, qu'on appelle dans sa famille Clémentine, et qui est mariée à M. Joseph-Adrien-Félix Lavallée.

Ce fut le gendre de M. Devivier qui écrivit à M. Devivier de Verdun pour lui faire part de la perte qu'ils venaient de faire. Il reçut de M. Devivier de Verdun une réponse très affectueuse. Mais la correspondance en resta là. Cependant le vieux notaire avait pour ses neveux les intentions les plus bienveillantes. Une circonstance, en apparence futile, donna la mesure des sentiments de famille qui étaient restés dans son cœur.

Au mois de mars 1841, M. le comte de Forbin étant venu à mourir, un article nécrologique, inséré dans les Débats, lui attribua l'honneur d'avoir, lors de la spoliation des Musées, conservé à la France un grand nombre de tableaux. M. Joseph Lavallée crut remplir un devoir de piété filiale en revendiquant pour son père seul l'honneur d'avoir conservé à la France les objets d'art qui furent arrachés à la rapacité des coalisés; il adressa une réclamation au Journal des Débats.

Il fit remarquer qu'en 1816 M. le comte de Forbin n'était attaché à l'administration du Musée à aucun titre, et que M. Louis-Antoine Lavallée, secrétaire-général des Musées, avait seul été chargé d'assister à l'enlèvement des objets d'art dont on nous dépouillait. Cette lettre, publiée dans les Débats du 3 avril 1841, tomba entre les mains de M. Devivier de Verdun, qui ne se contenta pas de garder l'exemplaire du journal. Il copia de sa main cette lettre, la plaça au milieu de ses papiers de famille, et pour qu'on ne se méprit pas sur le sentiment d'affection qui lui faisait garder ce papier, il écrivit au bas de cette copie les noms de sa belle-sœur, Marie-Madeleine Gayault de Maubranche.

Le 14 juin 1841, et cette date est importante, M. Lavallée recevait une lettre ainsi conçue :

« Monsieur, ne connaissant pas votre adresse à Paris, je vous avais écrit à tout hasard sous le nom de « M. Lavallée, » avocat, demeurant à Paris, fils de M. Antoine Lavallée, ancien secrétaire-général des Musées, » présumant que l'adresse de mon oncle vous serait connue, ou au moins la vôtre; mais je n'ai pas réussi, car l'administration des postes vient de me renvoyer ma lettre ici. J'ai pris parti en définitive d'écrire à M. le maire de Compiègne, dans la présomption où j'étais que vous aviez figuré dans l'acte de décès de mon frère. M. le maire de Compiègne a eu la complaisance de m'envoyer votre adresse, et j'en profite pour vous informer du contenu de ma première, dont l'objet était d'un petit souvenir que je destine à Clémentine, ma nièce; c'est tout bonnement une paire de boucles d'oreilles en diamants que j'ai fait remonter à Paris il y a quelques années, et qui lui était destinée. »

« ... Je désirerais connaître les noms bien exacts de Clémentine et ceux de René son frère, parce que, un peu plus tard, je pourrais avoir à faire quelques dispositions; mais en attendant ne parlez de rien à René, etc. »

M. et M^{me} Lavallée, par une lettre du 16 juin, remercièrent leur oncle de ses bonnes dispositions, et lui donnèrent les renseignements qu'il demandait.

Le 20 juin, ils reçurent une boîte contenant des boucles d'oreilles de diamant, plusieurs autres bijoux, et le portrait de M. Devivier.

« J'ai pensé, disait-il dans sa lettre d'envoi, que ce dernier objet ne pouvait être mieux placé qu'entre les mains de la chère Clémentine, pour lui rappeler le souvenir d'un oncle qui l'a toujours affectionnée sans cependant l'avoir jamais connue. J'ai connu sa mère, qui était si bonne et si affectueuse, que je présume bien que sa fille lui ressemble. Elle a demeuré pendant six mois chez moi à Verdun, pendant que son mari avait été mis en réquisition pour le service militaire de Colmar; j'ai été à même d'apprécier son bon cœur et toutes ses bonnes qualités. »

M. et M^{me} Lavallée remercièrent tendrement leur oncle; mais comme ils ne voulaient pas aller au devant des dispositions qui leur étaient annoncées, ils cessèrent toute correspondance.

Cinq mois plus tard ils reçurent une lettre ainsi conçue :

« Mes chers neveu et nièce, Comme je vous l'avais promis, ma santé paraissant plutôt déclinier que s'améliorer, je vous envoie mon testament olographe... Vous verrez que les dispositions en faveur de ma nièce et de son frère leur seront assez favorables. Mon fils, avec ce qui lui restera, sera encore fort riche après moi; d'autant plus que je viens encore d'acquiescer, il y a à peu près un mois, un bien-fonds de plus de 100,000 francs... Veuillez m'accuser réception de ce papier, etc. »

Le testament olographe joint à cette lettre, est écrit, signé et daté en entier de la main du testateur; il lègue à M. Henri-René Devivier et à M^{me} Lavallée, conjointement, une somme de 200,000 francs.

Le testament est daté du 6 juin 1841, c'est à dire de huit jours avant la première lettre par laquelle M. Devivier demandait les noms de ses neveu et nièce. M. Devivier est mort le 12 mars 1842. Il laisse un seul fils, M. Eugène Devivier. La fortune qu'il a honorablement acquise par une longue pratique du notariat s'éleva, dit-on, à plus d'un million.

L'héritier du sang s'est refusé à exécuter ce testament, en prétendant que la date était erronée, ce qui équivalait, disait-il, à l'absence totale de date, et ce qui devait entraîner la nullité du testament. « Le testateur, disait-il, demande les noms de ses neveux par sa lettre du 14 juin, par conséquent il ne les savait pas à cette époque. S'il ne les savait pas le 14, il n'a pas pu les mettre dans un acte le 6. Or, le testament daté du 6, contient exactement ces noms. Il n'a donc pas été fait le 6, mais à une date postérieure au 14. Par conséquent, il y a erreur de date et cette erreur entraîne la nullité du testament. »

Les légataires répondaient en fait : M. Devivier savait parfaitement les noms des enfants de son frère, et s'il les a demandés, c'était par excès de précaution, pour s'assurer s'il les avait écrits bien correctement et dans leur ordre naturel.

Devant le Tribunal de Verdun, le système de l'héritier a été plaidé par M. Philippe Dupin. M. Chaix-d'Est-Ange s'est présenté pour les légataires : et le Tribunal a ordonné l'exécution du testament.

Devant la Cour, M. Paillet a exposé le système de l'appelant, qui a été encore combattu par M. Chaix-d'Est-Ange.

M. Paillard, procureur-général, a pris la parole, et a conclu à la confirmation du jugement.

A l'audience du 15, la Cour a prononcé l'arrêt suivant :

« Considérant que les dispositions testamentaires de Fiacre Devivier ne sont attaquées ni par le motif qu'il n'aurait pas été sain d'esprit à l'époque à laquelle il les a faites, ni pour suggestion ou captation, ni pour aucune cause qui soit de nature, au fond, à les infirmer; que toutes les pièces produites au procès, invoquées par l'appelant lui-même, prouvent que ces dispositions sont l'œuvre de la volonté libre, spontanée et persévérante jusqu'à son décès, dudit Fiacre Devivier;

« Considérant, en la forme, que ces dispositions sont constatées par un testament olographe, lequel, pour être valable, doit, et doit seulement aux termes de l'art. 970 du Code civil, être écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, et que, sans contestation, et même de l'aveu de l'appelant, ce testament présente l'accomplissement de ces trois seules formalités essentielles;

« Considérant que l'exception de nullité proposée par l'appelant contre ce testament consiste en ce que, selon lui, la date du 6 juin 1841, qu'il porte, n'est pas celle à laquelle il a réellement été fait;

« Qu'ainsi, cette date du 6 juin est fautive, fautive qu'équivaut à l'absence même de la date; et qu'il prétend trouver et pouvoir puiser la preuve de cette fausseté de la date, dans le rapprochement d'énonciations du testament, et de lettres datées des 8, 10, 14, 16 juin 1841, toutes timbrées et enregistrées, dans lesquelles les lettres seules, toutes postérieures au 6 juin, le testateur a pu, selon l'appelant, rencontrer les éléments desdites énonciations concernant notamment les prénoms des légataires;

« Attendu qu'une date fautive ne pouvant, en effet, être considérée comme une date, toute la question du procès se réduit au point de savoir si l'appelant produit la preuve légale et complète de la fausseté de la date du 6 juin 1841, que porte le testament olographe dont il demande la nullité;

« Considérant que le testament olographe, reconnu, comme l'est celui en litige, pour avoir été écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, fait foi de sa date; et qu'ainsi, en l'absence de l'inscription de faux, voie à laquelle, dans l'espèce, l'appelant n'a pas eu recours, la preuve de la fausseté de la date écrite dans le testament ne peut se puiser que dans le testament lui-même, et non dans des actes et des faits extérieurs et étrangers au testament même, ex ipso scripto et non aliunde, nec extrinsecus;

« Que si quelquefois la jurisprudence a pris en considération des faits extérieurs au testament, d'une part, ces faits extérieurs étaient de notoriété publique, incontestables et incontestés entre les parties; et d'autre part, et surtout le principe, la racine de la preuve de la fausseté de la date écrite se trouvait dans le testament même;

« Considérant que, dans l'espèce, ni l'une ni l'autre de ces deux conditions essentielles ne se rencontrent, puisque, d'un côté, le testament ne présente rien dans son contexte qui indique qu'il n'a pas été fait le 6 juin, et que, de l'autre côté, si l'appelant prétend que Fiacre Devivier n'a pu trouver que dans des lettres postérieures à ce jour plusieurs des énonciations du testament, les intimés prétendent qu'il a pu puiser ailleurs et antérieurement ces mêmes énonciations;

« Que les intimés aussi font observer que le testateur, qui connaissait les noms des légataires, leurs relations de parenté avec lui, avait pu les désigner, au 6 juin, par ces noms et ces relations, ce qui eût suffi pour la validité du legs, et ajouter ultérieurement les prénoms, addition qui n'invaliderait en rien ni le legs, ni le testament;

« Considérant que ces prétentions respectives, appuyées des deux côtés sur des arguments plus ou moins plausibles, ne peuvent donner la certitude que le testament de Fiacre Devivier a été fait postérieurement à la date du 6 juin qui est écrite, et conduire à la conséquence que cette date est fautive; qu'ainsi le testament n'a pas de date, et que par conséquent il est nul;

« Considérant que, resté-il à cet égard quelque doute, les Tribunaux, en présence d'un acte, et surtout d'un acte de volonté dernière, non attaqué, non contesté dans son essence, dans la capacité, dans la parfaite liberté de celui qui l'a souscrit, non plus que dans la quotité ou l'étendue de sa disposition, doivent, bien loin de le détruire, le respecter et le maintenir;

Par ces motifs, La Cour confirme. »

TRIBUNAL CIVIL DE VALENCE.

(Présidence de M. Panel.)

Audience du 14 juillet.

INDEMNITE DES MAITRES DE POSTE. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — FOURRAGES.

L'indemnité due aux maîtres de poste, aux termes de la loi du 15 ventose an XIII, n'est pas exigible des entrepreneurs de voitures même suspendues, telles que fourgons affectés exclusivement au transport des marchandises.

Cette question, qui intéresse vivement le commerce, et en particulier l'industrie du roulage, s'est présentée à l'occasion d'une demande intentée par M. Marcel, maître de poste à Loriol (Drôme), contre la maison Poulin et C^o, d'Avignon.

M. Marcel a soutenu, par l'organe de M^o Bancel, son avocat, que les fourgons destinés au transport des marchandises constituaient de véritables messageries, et étaient compris dans les dispositions de la loi de ventose an XIII, et, comme tels, astreints à payer aux maîtres de poste le droit de 25 c. par poste et par cheval.

M. Poulin a répondu, par l'organe de M^o de Payan-Dumoulin, son avocat, qu'il s'agissait, dans cette affaire, de l'application de lois pénales et d'exception, créant un véritable impôt; que les Tribunaux devaient, dès lors, en restreindre l'application aux cas spécialement prévus; que la liberté du commerce des transports était de droit incontestable en France; que jamais, sous l'empire des diverses lois qui avaient constitué les maîtres de poste, ils n'avaient été chargés de ces transports, et que dès lors la loi de l'an XIII n'avait pu vouloir leur créer une indemnité pour la privation d'un droit qu'ils n'avaient jamais possédé; que l'indemnité perçue sur les voitures portant des voyageurs était légitime, puisque les maîtres de poste, contraints à avoir constamment à la disposition du public des chevaux de poste, devaient être indemnisés par les voyageurs qui usaient d'un autre moyen de transport plus économique, tandis que les maîtres de poste, n'ayant jamais été dans l'obligation d'avoir des chevaux pour le transport des marchandises, aucun tarif n'existant d'ailleurs pour fixer le nombre et le prix de ces chevaux, il ne pouvait y avoir aucune raison qui autorisât les maîtres de poste à prélever un énorme impôt sur le commerce des transports, que l'exposé des motifs de la loi du 15 ventose

an XIII avait au contraire déclaré vouloir protéger; que les diverses lois sur la matière, de 1793, et subséquentes, avaient toujours laissé au public la pleine liberté des transports, notamment par la voie de fourgons suspendus; que toutes les lois, au contraire, avaient spécialement confié aux maîtres de poste le transport des voyageurs, et stipulé une indemnité dans le cas où ils seraient transportés par d'autres entreprises. M. Poulin a invoqué un arrêt rendu par la Cour de cassation entre les mêmes parties, le 11 février 1842, par lequel la Cour suprême avait décidé que les voitures vides ou pleines étaient astreintes au droit, pourvu qu'elles fussent destinées au transport des voyageurs, et par-là implicitement reconnu que celles exclusivement destinées au transport des marchandises en étaient exceptées.

Le défendeur a enfin invoqué l'exécution de la loi du 15 ventose an XIII, par tous les maîtres de poste de France, dans un sens contraire aux prétentions de M. Marcel, car depuis l'an XIII aucun maître de poste n'avait encore élevé la prétention de faire payer l'indemnité de 25 centimes aux nombreux fourgons circulant sur la plupart des routes, devant les divers relais; M. Poulin s'est aussi placé sous la protection que réclame l'intérêt général du commerce, dont les transports sont l'une des branches les plus essentielles; il a fait remarquer que si l'on adoptait les prétentions de M. Marcel, on créerait au profit de quelques privilégiés un impôt de plusieurs millions, qui viendrait grever le commerce de transit et celui de consommation d'une charge énorme. Il a conclu au débatement des prétentions de M. Marcel.

M. Romand, avocat du Roi, a résumé tous les moyens respectivement plaidés. Il a conclu au rejet des prétentions de M. Marcel, qu'il a considérées comme contraires à la liberté des transports commerciaux.

Le Tribunal s'est aussi prononcé dans ce sens, et il a, le 14 juillet courant, rendu le jugement dont la teneur suit :

Attendu que le droit de 25 c. que sont obligés de payer aux maîtres de poste les entrepreneurs de voitures publiques ayant des relais particuliers, est un véritable impôt pour ceux-ci, une faveur particulière attribuée aux maîtres de poste; qu'il est susceptible d'aucune extension; que par conséquent sa perception ne peut s'exercer que dans les limites qui ont été posées par la loi;

Attendu que la loi du 15 ventose an XIII, qui a rétabli le privilège des maîtres de poste, qu'avait supprimé le décret du 23 vendémiaire an III, ne désigne point spécialement les fourgons, et que la contenance de son article premier fait d'ailleurs suffisamment comprendre qu'elle n'a pas voulu imposer toutes les voitures publiques, mais limitativement celles qui contiennent des places à l'effet de recevoir les voyageurs, et qui étaient alors connues sous le nom de Messageries; que s'il en était autrement, elle n'eût pas ajouté, aux expressions de Voitures publiques, celle de Messageries, parce que les premières, dans leur acception grammaticale, s'appliquent à toute espèce de moyens de transports, aux carrosses, aux charrettes, aux coches, la généralité de leur signification aurait confondu, dans l'application du même droit, les messageries et les fourgons; or, si parmi les voitures publiques la loi n'a imposé que la spécialité des messageries, c'est une preuve qu'elle a entendu affranchir du tribut toutes les autres entreprises qui n'ont pas, comme celle-ci, la destination de transporter les voyageurs;

Attendu que l'interprétation qui précède est fondée sur la plupart des lois qui ont été rendues en cette matière, avant et depuis celle du 15 ventose an XIII; ainsi, la loi du 25 juillet 1795, article 48, attribue le service des malles ou diligences aux maîtres de poste, et réserve à l'administration de continuer celui des fourgons avec des chevaux appartenant à la Régie. Le décret du 25 vendémiaire an III s'explique nominativement sur le transport des voyageurs, ensuite sur les ballots, paquets et marchandises, et l'ordonnance du 16 juillet 1828, à la suite de ces mots : voitures publiques, diligences et messageries, ajoute : et les fourgons, ce qui prouve que lorsque la disposition est applicable au transport des marchandises, la loi prend le soin de l'exprimer, et qu'elle ne s'en tient point à la simple dénomination de voitures publiques, lorsqu'elle entend désigner des fourgons;

Attendu que ces termes de la loi de l'an XIII : «... Tout entrepreneur... qui ne se servira pas des chevaux de la poste... » font encore connaître que les entrepreneurs de voitures publiques se sont placés dans l'alternative de se servir des chevaux de la poste ou d'acquiescer l'impôt de 25 centimes, que lorsqu'ils font un service exclusivement attribué aux maîtres de poste, et auquel les chevaux sont affectés; que néanmoins les relais de poste n'ont point été établis pour le transport des marchandises, mais seulement pour le service des dépêches et la convenance des personnes; que telle était sa seule destination en l'an XIII, d'après l'usage, et même suivant la loi; qu'à cette époque, aucune entreprise pour le transport des marchandises ne s'accomplissait au moyen des chevaux de la poste; qu'une loi antérieure, celle du 9 frimaire an VII, ne suppose même pas que des chevaux de poste puissent être employés à d'autres transports qu'à celui des personnes, puisqu'il résulte de son article 2 que le monopole attribué aux maîtres de poste consiste à conduire les voyageurs d'un relais à l'autre, et qu'il garde le silence au sujet des marchandises;

Qu'il est encore à observer que le prix des courses, par chaque relais, n'a jamais été tarifé eu égard au poids des marchandises, mais qu'il est proportionné à l'espèce de voitures et au nombre des personnes qu'elles contiennent, ainsi que cela résulte des articles 1065, 1069 et 1070 de l'Instruction générale sur le service des postes. Or, comme il est incontestable que l'impôt auquel sont assujettis les entrepreneurs de voitures publiques ne soit la représentation légale du profit dont se trouvent privés les maîtres de poste lorsque leurs chevaux ne sont pas employés, et qu'on ne saurait prétendre qu'un transport de marchandises qui se fait avec d'autres chevaux, et pour lequel ils ne sont même pas obligés de fournir ceux de leurs relais, puisse, aux yeux de la loi, leur causer le moindre préjudice, il en résulte que, n'ayant à cette occasion aucun bénéfice à faire, ils n'ont aucune perte à réparer, et par conséquent aucune indemnité à prétendre; d'où il faut conclure que, sous aucun rapport, le privilège des maîtres de poste ne doit s'exercer sur des fourgons exclusivement destinés aux transports du commerce;

Attendu qu'aucune argumentation contraire ne peut s'emprunter au paragraphe du même article, qui affranchit de tout impôt les voitures non-suspendues, parce que sa disposition n'est point conçue en termes restrictifs, qu'elle ne concerne que les voitures disposées de manière à recevoir les voyageurs, ainsi que cela a été ci-dessus déduit, et qu'il résulte encore des décrets du 10 brumaire an XIV, 6 juillet 1806, et de l'ordonnance du 14 septembre 1822, or, on ne saurait logiquement conclure de l'exemption du droit de poste pour ces dernières, lorsqu'elles ne sont pas suspendues, à l'affectation de l'impôt sur des fourgons suspendus, lorsqu'ils ne transportent que des marchandises;

Par ces motifs,
Le Tribunal déboute M. Marcel de sa demande, et le condamne aux dépens.

TRIBUNAL CIVIL DE LIBOURNE (Gironde).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Ducasse. — Audience du 28 mars.

ENREGISTREMENT. — AFFECTATION DES ACQUÊTS AUX ENFANS.

La clause d'un contrat de mariage, par laquelle il a été stipulé, sous la coutume de Bordeaux, que les acquêts appartenant à des enfans à naître, avec réserve de la jouissance aux époux, est-elle attributive au profit des enfans de la propriété des acquêts?

En conséquence, l'acte par lequel, après le décès de l'un des époux, le survivant, usant de la faculté qui lui est conférée par le contrat de mariage, déclare abandonner par préciput à quelques-uns de ses enfans sa part dans les acquêts, sous la réserve de l'usufruit, un tel acte opère-t-il transmission et donne-t-il ouverture au droit proportionnel?

Par contrat de mariage, sous la date du 14 décembre

1778, les époux Malescot stipulèrent une société d'acquêts, dont l'émolument fut affecté aux enfans, avec réserve de la jouissance aux époux et le pouvoir de précipuer de la jouissance et de la propriété tel de leurs enfans que bon leur semblerait.

L'épouse Malescot décéda en 1839, laissant pour lui succéder quatre enfans.

En 1840, un partage judiciaire eut lieu entre ces derniers et leur père.

Par acte du 2 juin 1842, le sieur Malescot déclara donner par préciput à deux de ses fils une créance, plus la portion d'acquêts qui lui avait été attribuée par le partage, se réservant néanmoins l'usufruit et le droit de retour pour le cas où les donataires décèderaient avant lui sans postérité.

Cet acte ayant été soumis à l'enregistrement, le receveur perçut le droit fixe de 1 franc pour attribution d'immeubles, et de 92 francs pour donation de sommes.

Mais la Régie, pensant qu'il avait eu pour effet d'opérer au profit des enfans Malescot une transmission véritable, passible du droit proportionnel, déclara une contrainte en paiement d'un supplément de droit de 2066 fr. 90 c.

Les enfans Malescot y ont formé opposition, et ont soutenu que leur père ne leur avait rien abandonné, les biens qu'ils avaient recueillis étant déjà leur propriété en vertu de la clause contractuelle qui les leur affectait.

Après un résumé lucide et complet des moyens respectivement invoqués, M. Dubosq, substitut, a conclu en faveur de la Régie, et le Tribunal a statué dans les termes suivans :

« Attendu, en fait, etc... »

Attendu que, pour justifier la contrainte qu'elle a décernée, en paiement d'un supplément de droit, l'administration de l'enregistrement se fonde sur ce que l'acte du 2 juin 1842 aurait eu pour effet d'opérer en faveur d'André et Antoine Malescot une véritable transmission, qui le rendrait passible du droit proportionnel de 4 p. 100, aux termes des articles 69 de la loi du 22 frimaire an VII, et 54 de la loi du 28 avril 1816;

Attendu que cette prétention de la Régie soulève la question de savoir quels étaient, sous l'empire de la jurisprudence du parlement de Bordeaux, la nature et les effets de la clause d'affectation des acquêts aux enfans à naître du mariage, et si cette clause leur en transmettait la propriété définitive, dès l'instant du décès de l'un des conjoints;

Attendu que les anciens auteurs sont unanimes pour attribuer à l'affectation contractuelle des acquêts tous les caractères d'une disposition à cause de mort. (Voir le Nouveau Denisart, t. 7, p. 6, 8 et 14; Furgole sur l'Ordonnance de 1751, p. 167; Sudre, sur Vulsion, p. 29 et suiv. de son Traité des Elections d'Héritier; Valla, de Rebus dubiis, Traité 2, in fine; Cujas, consultation 58, etc.);

Attendu que, si l'on veut que cette disposition soit de sa nature irrévocable comme l'acte qui la consacre, elle n'a point néanmoins pour effet de saisir actuellement celui au profit de qui elle a lieu; qu'il est, au contraire, de son essence de laisser le donateur investi de la propriété durant sa vie; qu'il en résulte bien pour le donataire un droit réel, mais que ce droit n'est qu'expectatif, susceptible de caducité, et subordonné à la condition de survie;

Qu'au décès de l'un des époux, les enfans, au profit desquels il y a affectation, se trouvent saisis, à la vérité, de la propriété de la portion d'acquêts qui appartenait à cet époux; mais que l'autre portion leur est simplement dévolue, c'est-à-dire qu'elle demeure propriété imparfaite, sans toutefois pouvoir l'aliéner; propriété imparfaite, brisée, ainsi que la nomment les auteurs, mais qui ne change point pour cela de nature, et dont les entraves n'ont d'autre effet que d'assurer l'exécution du pacte matrimonial;

Attendu que ces principes, professés par la généralité des auteurs qui ont écrit sur l'ancienne jurisprudence du Parlement de Bordeaux, paraissent, à la vérité, contraires à deux attestations du barreau de 1691 et 1709, à la décision de l'apostillateur de Lapeyrière, lettre A, n° 2, p. 3, à un passage de Salvat, p. 10, à Popilius de Merlin, et à un arrêt de la Cour de cassation du 22 ventose an IX;

Mais qu'en premier lieu les attestations du barreau ci-dessus citées se trouvent en opposition manifeste avec une autre attestation de 1706, rapportée par Salvat, p. 11;

Qu'il est constant, d'un autre côté, que la contradiction signalée n'a aucun fondement solide; qu'en se reportant, en effet, aux espèces qui ont servi de base à des solutions réprouvées par toutes les traditions locales, on remarque qu'elles ont été inexactement définies, et que la confusion a dû venir de l'obscurité ou de la négligence des rédacteurs qui les ont préparés;

Que ce point est attesté d'une manière fort lucide dans une consultation délibérée par Mes Ravez, de Martignac et Denucé, consultation rapportée in extenso dans le Traité de la Société d'acquêts, de Fessier, p. 385;

Que la Cour de cassation a, en ce point, depuis l'an IX, persisté dans sa jurisprudence par deux arrêts des 11 avril 1851 et 30 août 1857;

Mais qu'il faut remarquer que le premier de ces arrêts ne statue point en thèse sur la question;

Qu'il est le second est plus explicite, l'espèce dans laquelle il est intervenu n'offrait pas néanmoins, avec la cause actuelle, une telle parité, qu'elle ne fût susceptible d'amener une solution différente;

Attendu que les principes ainsi établis, tels qu'ils résultent d'une jurisprudence universellement attestée, et qu'ils sont reconnus notamment par arrêts de la Cour royale de Bordeaux du 25 janvier 1826, 1^{er} février 1827, 25 août 1828, 10 juillet 1851, 2 juillet 1840, l'application à la cause de ces mêmes principes devient facile;

Qu'il est évident qu'étant resté, à la dissolution du mariage, propriétaire de sa moitié d'acquêts, André Malescot père n'a pu, suivant la faculté qu'il en avait, aux termes de son contrat de mariage, avantager de cette moitié deux de ses enfans qu'au moyen d'un acte important transmission véritable, et donnant ouverture au droit proportionnel de mutation;

Qu'appréciant en lui-même le contrat du 2 juin 1842, on objecterait vainement qu'il a, en définitive, pour résultat actuel, de ne rien transmettre, et qu'il peut même arriver que ses dispositions n'aient jamais leur effet, par suite de la double réserve de l'usufruit et du droit de retour, qui s'y trouve stipulée;

Que ces circonstances ne changent rien à la position des parties et au caractère de l'acte; que les éventualités et les conditions auxquelles on le subordonne, si elles modifient ses effets, ne les dénaturent point;

Qu'il y a donc lieu de déclarer insuffisante la perception déjà faite, en ce qui concerne les immeubles, sur l'acte du 2 juin 1842, et de reconnaître que la Régie est fondée à réclamer le supplément de droit dont elle fournit le calcul dans son mémoire, et dont la quotité n'est pas contestée;

Le Tribunal déboute André et Antoine Malescot de leur opposition envers la contrainte contre eux décernée, ordonne que cette contrainte sortira son plein et entier effet, et condamne les enfans Malescot aux dépens.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA FINISTÈRE.

(Présidence de M. Claret.)

Audience des 14, 15 et 16 juillet.

ASSASSINAT SUIVI DE VOL. — CONDAMNATION A MORT.

Le 24 février dernier, vers sept heures du matin, on trouva sur le rempart, à Recouvrance, dans un endroit isolé, le cadavre d'un homme paraissant âgé d'environ cinquante ans, et d'une constitution robuste. Une large tache de sang se remarquait sur le sol où sa tête était appuyée; son visage, ses mains étaient couverts de blessures ou de contusions qui semblaient avoir été faites par un instrument contondant, et des traces de morsures; une cravate sanglante dont les deux bouts étaient réunis par un nœud très serré lui comprimait fortement la gorge

et avait laissé sur le cou l'empreinte d'un sillon bien marqué; la langue était sortie de la bouche et serrée contre les dents.

Tout annonçait qu'après avoir porté à cet homme les coups dont on voyait les traces, on avait mis fin à la lutte en l'étranglant à l'aide d'une forte traction opérée sur la cravate. L'autopsie n'a laissé aucun doute sur ce point, et le médecin qui a été judiciairement chargé d'y procéder a constaté que la mort était due à l'asphyxie par strangulation. La veille, vers onze heures du soir, des personnes qui habitent dans le voisinage avaient entendu des cris étouffés partir du côté du rempart.

Le cadavre avait été dépoilé de sa veste, de son pantalon et de son chapeau. On le transporta dans un corps-de-garde, où il fut bientôt reconnu pour être celui de Frédéric Peloux, marin du commerce, du port de Méan (Loire-Inférieure). Cet homme, marié et père d'une nombreuse famille, embarqué comme matelot sur le lugre l'Harmonie, était arrivé depuis douze jours à Brest, et devait en partir le jour même où il fut trouvé sans vie sur l'un des remparts du côté de Recouvrance. On ne lui connaissait aucune liaison dans cette ville; il s'abandonnait quelquefois à son penchant pour l'ivrognerie, mais il avait d'ailleurs un caractère fort doux.

Le 23 février, vers cinq heures du soir, il avait quitté son bord pour passer à terre la dernière soirée du séjour du navire dans le port; il emportait sur lui ce qu'il possédait d'argent et était déjà un peu ivre. Son capitaine, qui le rencontra sur le quai, du côté de Brest, peu d'instans après, lui recommanda de rentrer de bonne heure.

Mais un malheureux hasard fit faire à Peloux la rencontre d'un matelot des équipages de ligne, nommé Drouet, qui lui apprit qu'il était du même pays, et qui, s'attachant à lui, ne le quitta plus, et l'accompagna successivement dans plusieurs cabarets, depuis six heures jusqu'à dix heures du soir. Peloux, échauffé par le vin et la liqueur qu'il avait bus, se vantait d'être riche, et montra plusieurs pièces de cinq francs qu'il tira de sa poche dans une maison publique, où il résolut de passer la nuit; mais Drouet l'emmena ailleurs, en lui promettant de lui faire trouver de meilleur vin. Quelques minutes après dix heures, on les vit sortir du cabaret où ils venaient de s'arrêter; Peloux annonçait l'intention de retourner dans la maison où il voulait passer la nuit, mais il n'y reparut pas, et un quart d'heure après environ il fut rencontré sur le quai, dans la direction du passage de Brest à Recouvrance. Son ivresse était telle qu'il pouvait à peine marcher; Drouet, au contraire, dont le pas paraissait ferme et assuré, le soutenait et l'aidait; un camarade de Drouet ayant parlé à celui-ci, il n'en reçut aucune réponse. Drouet feignit d'être ivre et de ne pas le reconnaître. Cependant, peu d'instans après, vers dix heures et demie, Drouet et Peloux, sur l'identité desquels on n'a pas pu se méprendre, d'après le signalement qui en a été donné et les propos qu'ils tenaient, furent encore aperçus dans le bateau de passage.

On remarqua que Peloux, dans un état complet d'ivresse et ne pouvant se tenir sur ses jambes, était tombé dans le bateau et avait fait une nouvelle chute sur la cale, à l'arrivée; Drouet, au contraire, pendant la traversée, était debout sur un banc du canot, et il sauta à terre d'un pied ferme, avant même que l'embarcation eût touché la cale. Il releva son compagnon en le prenant par le bras, et au lieu de se rendre vers la caserne, où l'heure expirée de sa permission devait lui faire désirer de rentrer sans plus de retard, il l'emmena vers la rue de l'Eglise, qui conduit directement au lieu où l'on découvrit, le lendemain, le cadavre de Peloux. On les suivit du regard jusqu'à l'entrée de cette rue, et on ne les revit plus à partir de ce moment.

L'instruction a constaté que Drouet n'était rentré à la caserne qu'entre onze heures et minuit, dans un état apparent d'ivresse. Au lieu de se rendre immédiatement dans la salle où il devait coucher, il se dirigea vers un lavoir situé au milieu de la cour; il passa derrière ce lavoir et y resta quelques minutes avant de regagner la salle de sa compagnie, où il coucha, non dans son hamac, mais sur le bastingage.

Les renseignements fournis sur le compte de ce jeune marin par ses chefs et ses camarades le représentent comme un homme indiscipliné, d'une mauvaise conduite, fréquemment puni, et dissipant immédiatement dans des parties de débauche tout l'argent qu'il gagnait; ils ont pensé qu'il ne devait pas en avoir à l'époque du crime, et ce qui confirmait cette conjecture, c'est que, peu de temps auparavant, pour s'en procurer, il avait vendu sa capote et s'était ainsi exposé à des poursuites. Il paraît cependant qu'il avait, le 23 février, à sa disposition une pièce de 5 francs, dont il fit la monnaie dans un cabaret; mais il est plus que probable que cette faible somme fut en grande partie dépensée par lui pendant cette soirée.

Dans la matinée du lendemain 24, étant sorti de la caserne sans permission, il se rendit dans un lieu de débauche, d'où il emmena deux filles publiques et un nommé Cravet, pour les conduire à la Maison-Blanche, près de Brest; il se détourna de la route qu'on suit ordinairement, près du lieu où avait été commis le crime. Une des filles ayant demandé si ce n'était pas là qu'on avait trouvé, le matin, un homme assassiné, Drouet répondit que non, et que c'était sur le Cours-d'Ajot (promenade publique située à une extrémité opposée, au-delà du port, du côté de Brest). Il dépensa 5 fr. à la Maison-Blanche, et prêta 5 francs le même soir à Cravet.

Le lendemain il proposait encore de prêter 5 francs à un marin qu'il invita à boire ainsi qu'un autre individu, et qu'il conduisit dans un cabaret où il paya la dépense hors de leur présence, laissant croire qu'il avait pris la boisson à crédit, et ne voulant pas faire connaître qu'il eût de l'argent. Cette réserve dans sa conduite, en ce moment, semble expliquée par les propos qui venaient d'être tenus au sujet de la découverte du cadavre de Peloux. On commençait à savoir alors que ce marin avait passé la soirée du 23 avec Drouet, et des questions avaient été adressées à ce dernier sur cet événement.

Arrêté le même jour 25, à quatre heures de l'après-midi, Drouet, qui avait une égratignure récente au-dessus de la tempe gauche, prétendit qu'un de ses camarades la lui avait faite le matin même en jouant. Un médecin qui l'examina presque aussitôt déclara qu'elle devait avoir au moins vingt-quatre heures de date.

Le lendemain de son arrestation, on découvrit dans son sac, à la caserne, un paletot et un pantalon tachés de sang. Le paletot avait en outre une déchirure récente au poignet de la manche gauche. Les taches de sang du pantalon de toile couvraient les deux genoux et paraissaient le résultat d'une infiltration ou imbibition à travers un autre pantalon. L'inculpé a avoué qu'il portait ce paletot le jour de sa rencontre avec Peloux, et il a été appris qu'il mettait habituellement le pantalon de toile en guise de caleçon sous un pantalon de drap. On n'a point découvert de traces de sang sur celui dont il avait été vêtu, selon lui, le 23; mais ce pantalon étant resté à sa disposition pendant plusieurs jours, il a pu les faire disparaître facilement à l'aide d'un lavage.

Il était chaussé, le 23 février, de galoches à semelles de bois, dont les coups ont pu occasionner la plupart des blessures remarquées sur le cadavre.

Des fragmens de cheveux trouvés sous les ongles de Peloux ont été comparés à ceux de l'inculpé, avec lesquels ils avaient de la ressemblance par la couleur. Un des ex-

perts a pensé toutefois que les cheveux de Drouet paraissent moins fins et d'une nuance moins foncée.

Dans ses interrogatoires, l'accusé a prétendu qu'ayant été accosté dans la rue par un marin qui lui avait dit être de la rivière de Nantes, il avait bu avec lui dans plusieurs cabarets jusqu'à neuf heures et demie; qu'alors ils s'étaient séparés, le marin de commerce pour aller dans une maison où il devait coucher, et lui-même pour se rendre à la caserne, où il était rentré ivre à dix heures un quart.

Lorsqu'on lui a fait remarquer qu'on l'avait vu avec Peloux postérieurement à l'heure qu'il indiquait comme celle où il l'avait quitté, et qu'il n'était rentré à la caserne qu'après onze heures, il a répondu que son état d'ivresse ne lui permettait pas de conserver des souvenirs précis, et que par suite de cet état il avait pu mettre plus de temps à se rendre à la caserne.

Il a varié successivement dans ses explications au sujet des taches de sang remarquées sur son paletot; il les a attribuées tantôt à des saignemens de nez qu'il avait éprouvés le 23 février en se rendant à Brest, vers cinq heures, et après sa rentrée à la caserne, pendant qu'il était couché sur le bastingage, tantôt à une rixe dans laquelle il s'était trouvé mêlé quelque temps auparavant.

Mais, d'une part, personne ne l'a vu saigner le 23, et le lendemain les marins chargés de ranger les hamacs sur le bastingage n'y ont remarqué aucune tache de sang, et, de l'autre, la rixe alléguée avait eu lieu près de quatre mois auparavant, et l'examen des taches observées sur les vêtements a démontré qu'elles ne pouvaient remonter à cette époque.

Ses allégations sur d'autres saignemens de nez, dans la journée du 24, outre qu'elles ont été démenties par l'instruction, sont d'ailleurs sans importance, puisqu'il est appris qu'il ne portait pas ce jour-là les vêtements saisis. En prétendant qu'il ne portait point, le 23, le pantalon de toile, il n'a pu expliquer les taches de sang qu'on y remarque que par une singulière allégation; il a dit que ses camarades pouvaient les y avoir faites par malveillance, absurdité qui trahit la fausseté de ses assertions.

Il a objecté l'in vraisemblance d'une agression de sa part contre un homme aussi robuste que Peloux, mais l'état d'ivresse complète dans lequel ce dernier était plongé détruisait tout l'avantage qu'aurait pu lui donner, dans un autre moment, la supériorité de sa force.

Enfin, Drouet a prétendu, sans pouvoir le prouver en aucune façon, et d'ailleurs contre toute vraisemblance, que l'argent dépensé par lui le 24 et le 25 février provenait des économies qu'il avait faites à l'insu de ses camarades, et qu'il réservait pour les plaisirs du carnaval; il est à remarquer, en outre, qu'il a varié sur le chiffre de ces prétendues économies et sur l'origine de cet argent lorsqu'il a été appelé à donner des explications sur ce point.

L'information a établi, au contraire, que Peloux devait avoir, le 23 février, une somme assez forte à sa disposition; qu'il portait sur lui au moins une somme de 80 fr., lorsqu'il eut l'imprudence de parler de son argent et d'en montrer une partie en présence de l'inculpé. L'information entière tend à établir que ce dernier a cédé à un sentiment cupide qui l'a porté, pour se procurer les moyens de se livrer à ses débauches, à dépouiller un homme dont il ne pouvait pas craindre une grande résistance dans l'état où il se trouvait, et qu'il s'est décidé à commettre un plus grand crime par l'espoir de s'assurer l'impunité d'un vol qui lui aurait été reproché par Peloux, avec d'autant plus de fondement, que cet homme inoffensif, inconnu à Brest, où il n'avait eu de querelle avec personne, avait été vu sans cesse avec lui, depuis six heures du soir jusqu'à dix heures passées, d'abord à Brest, puis à Recouvrance, où il l'avait entraîné contre son dessein, pour l'amener enfin dans un endroit écarté, dont l'isolement devait favoriser l'exécution des crimes médités contre lui.

Après les plaidoiries et le résumé de M. le président, MM. les jurés sont entrés, à quatre heures du soir, dans la salle de leurs délibérations, en sont sortis à cinq heures cinq minutes, et leur chef a fait connaître le résultat de leur décision, portant : « que Pierre-Marie Drouet était coupable 1^o d'avoir commis un homicide volontaire sur la personne de Frédéric Peloux; 2^o d'avoir commis un vol d'argent sur la personne et au préjudice dudit Frédéric Peloux; 3^o d'avoir commis l'homicide volontaire sus-énoncé, soit pour faciliter l'exécution de ce vol, soit pour assurer l'impunité de ce délit. »

La Cour condamne ledit Pierre-Marie Drouet à la peine de mort.

COUR D'ASSISES DE VAUCLUSE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Horbaume. — Audiences des 9 et 10 juillet.

EMPOISONNEMENT.

Trois hommes appartenant à la même famille comparurent devant le jury sous une accusation bien grave : ils sont accusés d'une double tentative d'empoisonnement sur un vieillard de 84 ans. Voici les faits :

Le mardi 21 mars 1843, la femme Comte, domiciliée au Beaucet (Vaucluse), vint dans la soirée chez son oncle, François Lazare, pour lui donner ces soins ordinaires. Ce vieillard, âgé de 84 ans, infirme, ne pouvait se lever ou se coucher sans le secours de quelqu'un. Avant de monter pour aider son oncle à se coucher, elle retira du feu un pot dans lequel on avait fait cuire une pièce de viande, et dont le bouillon devait servir le lendemain à faire la soupe de Lazare. Elle enleva le bouilli, et mit sur la table de la cuisine le pot plein de bouillon. Il était alors neuf heures du soir. En montant, elle laissa dans la cuisine, sans lumière, Maximilien Morel, mari d'une petite-fille de Lazare, Espenon, petit-fils de ce vieillard, et Geneviève Morel. Elle les trouva en redescendant, et bientôt chacun se retira, sauf Etienne Espenon, qui couchait dans la maison de son grand-père pour le soigner pendant la nuit.

Le lendemain matin, la femme Comte revint à huit heures pour faire le ménage de son oncle; elle lui fit sa soupe avec le bouillon qu'elle avait laissé la veille dans le pot. Elle était sur le point d'aller la lui porter, lorsqu'une voisine lui fit observer qu'elle avait une couleur bleuâtre qui pouvait être causée par des substances malfaisantes. Au lieu de donner cette soupe à son oncle, elle alla la porter à M. le maire, qui la saisit, et saisit aussi la viande qui la veille avait été retirée du pot. L'analyse chimique à laquelle il a été procédé a établi que la viande ne contenait aucune substance étrangère, mais que le bouillon avait été fortement saturé de sulfate de cuivre.

De ces faits, il résulte évidemment qu'on avait eu l'intention d'attenter aux jours de Lazare, et que les substances vénéneuses n'avaient été introduites dans le bouillon qu'après que la viande avait été extraite du pot. Parmi les personnes qui se trouvaient dans la cuisine, la veille au soir, au moment où la femme Comte était allée coucher son oncle, une seule pouvait être soupçonnée : c'était Maximilien Morel.

Avant d'entrer dans l'exposé des charges recueillies par la procédure contre les trois accusés, il est nécessaire de dire quelles étaient leurs positions vis-à-vis de Lazare, et leurs relations avec lui. Deux filles de Lazare avaient épousé, l'une Siffrein Morel, l'autre Jean-Etienne Espenon; ce dernier, devenu veuf, avait un fils majeur, Etienne Espenon, et une fille de neuf ans, Siffrein Morel avait

marié une de ses filles à Maximilien Morel. Lazare avait eu, dans maintes occasions, à se plaindre de ses gendres et de ses filles; il en était abandonné, et quelquefois menacé. Il avait pris en affection son petit-fils, Etienne Espenon, et lui prodiguait tous les soins que ses enfants lui refusaient; aussi manifesta-t-il l'intention de faire en faveur de ce jeune homme, un testament contenant le legs de la quote-part disponible (de quart). Ce projet mécontenta vivement les deux gendres. Siffrein Morel avait beaucoup à y perdre. Et quant à Espenon, dont le fils gagnait beaucoup à cela, sa position était toute particulière. Sa femme était morte, la succession de Lazare arrivait directement à ses enfants; Etienne, par sa majorité, jouissait immédiatement de ses biens, tandis que la fortune de sa sœur devait rester encore longtemps entre les mains du père, et la loi lui en donnait la jouissance. Il voyait donc avec un vif déplaisir la fortune de son fils s'accroître au détriment de celle de sa sœur. Les deux gendres étaient donc intéressés à la mort prochaine de Lazare, et surtout à ce qu'elle arrivât avant la réalisation de ce testament, dont il avait annoncé le projet. L'intérêt de Maximilien Morel était, dans cette affaire, celui de son beau-père. L'irritation des deux gendres s'élevait quelquefois manifestée par des menaces violentes envers leur beau-père; à diverses reprises ils avaient essayé de l'intimider, en lui faisant craindre pour sa vie s'il persistait dans son projet. Ces scènes étaient tellement vives et alarmantes, qu'Etienne Espenon avait plusieurs fois supplié son grand-père de ne pas donner suite à ses intentions généreuses à son égard.

Quelques jours après la découverte du poison dans la soupe destinée à Lazare, alors que personne n'était encore sous la main de la justice, Lazare fit venir un notaire pour recevoir son testament; mais ce projet ne put s'effectuer, parce que, dans tout le village, il fut impossible de trouver quatre personnes qui voulussent servir de témoins: les menaces des gendres de Lazare firent que chacun jugea prudent de s'abstenir. Siffrein Morel dit à un de ceux qui se disposaient à aller assister le notaire: « Ne va pas signer le testament, autrement nous l'empoisonnerions! » Enfin les trois accusés furent arrêtés; les interrogatoires qu'ils eurent à subir révélèrent leur culpabilité et découvrirent une tentative qui avait précédé celle du 21 mars. Maximilien Morel subit un long interrogatoire dans lequel, malgré l'évidence, il nia qu'il eût jeté dans le pot les substances qu'on y avait trouvées le lendemain. Enfin il avoua qu'il était l'auteur de cette criminelle tentative, en ajoutant cependant qu'il ne savait pas que le vitriol fut du poison; qu'il savait bien que cela ferait du mal à Lazare, mais non pas au point de le tuer.

Quinze jours avant, Maximilien Morel était à travailler aux champs au quartier des Juvenals avec son beau-père, Siffrein Morel, et son oncle Jean-Louis Espenon. Le projet de Lazare au sujet du testament était déjà connu. Espenon dit en parlant de Lazare: « Il faudrait lui donner un peu de purge, cela lui ferait du bien, sans quoi il vivrait autant que le Beaucet. » Et il parla en même temps de mettre du tabac dans l'eau de mauve qui servait aux lavements qu'on administrait à Lazare. Le soir même ils se rendirent tous les trois chez Lazare, ne trouvant personne dans la cuisine. Espenon sortit de sa poche une certaine quantité de tabac à fumer et la donna à Siffrein, qui la remit à Maximilien. Ce dernier la mit dans le pot où bouillait la mauve pour le lavement. Ils participèrent tous à cette action, et à mesure que l'infusion bouillait, Espenon et Siffrein disaient en riant: « Si nous ne lui faisons rien, il ne mourra jamais. » Et en même temps ils jetèrent du sel dans le pot.

Cette action et les paroles qui l'ont accompagnée ne laissent aucun doute sur l'intention des accusés. Heureusement leurs prévisions furent déçues: le lavement ainsi préparé ne fut certainement pas pris, car Lazare n'éprouva aucun accident.

Les hommes de l'art consultés sur les propriétés du tabac, ont déclaré que cette plante devait être rangée parmi les substances narcotico-acres; que sa présence dans le corps peut déterminer la mort, et que l'absorption la plus dangereuse pour l'organisation est celle par les intestins sous forme de décoction.

Cette déclaration prouve de la manière la plus positive que si Lazare, avec son âge et ses infirmités, avait pris le lavement ainsi préparé, sa vie aurait couru le plus grand danger.

Siffrein Morel, interrogé, a dénié tous les faits; mais Espenon les a avoués; seulement il a prétendu que c'était sans mauvaise intention de sa part, et que si quelques-uns des propos qui viennent d'être rapportés étaient sortis de sa bouche, on devait les considérer comme de simples plaisanteries. Il a ajouté qu'il ne croyait pas que le tabac et le sel pussent faire mal à son beau-père, mais cependant qu'il pensait bien qu'un remède composé de ces substances le secourrait un peu.

Les trois accusés sont donc coupables de cette première tentative. D'après l'aveu de Maximilien, il était seul lorsque, le 21 mars, il mit du sulfate de cuivre dans le bouillon de Lazare: il doit donc être considéré comme auteur principal; mais son beau-père et son oncle sont complices de ce fait.

Depuis que dans la famille on connaissait les intentions de Lazare, l'irritation de Siffrein et d'Espenon allait toujours croissant. Ces deux hommes saisissaient toutes les occasions d'en parler ensemble devant Maximilien, et d'examiner par quel moyen on pourrait abrégés ses jours; ils connaissaient l'esprit impressionnable de cet accusé; ils lui montraient la tête par leurs paroles et l'excitaient au crime. Ils lui disaient souvent: « Si tu avais quelque drogue, tu devrais la porter et la lui administrer, ou la lui faire prendre. » Ce fut dans ces dispositions d'esprit que fut commis le premier crime. Depuis ce moment leurs excitations furent les mêmes; Siffrein même alla plus loin, et dit plusieurs fois à son gendre que si Lazare venait à mourir il lui donnerait une terre. Cette promesse porta à son comble l'exaltation de Maximilien; il avait chez lui du sulfate de cuivre, il le fit fondre dans de l'eau, et alla trouver son beau-père, à qui il fit part de ce fait et de l'intention qui y avait présidé; Siffrein approuva ce qu'il avait fait, l'encouragea à persister, et lui dit: « Il faudra porter cela ce soir chez le grand-père, et tâche de le mettre dans le pot-au-feu bouillant. »

C'est ainsi que Maximilien fut conduit à commettre le crime dont il a à répondre. Il en fait l'aveu le plus complet. On a vu par ce qui précède, que pour ce qui regarde la première tentative que personne ne connaissait, la confiance que l'on doit lui accorder doit être entière; ses révélations portent l'empreinte de la vérité, tandis que la défense des deux autres accusés est pleine de mensonges. Siffrein est allé jusqu'à affirmer qu'il n'avait jamais eu connaissance des dispositions de Lazare en faveur d'Etienne Espenon, affirmation qu'il a été obligé plus tard de modifier. Mis en présence de son gendre, il a soutenu son système de dénégation, tandis que celui-ci a persisté, avec l'accent de la vérité, à l'accuser d'être la cause première du double crime dont il a à répondre.

Dans ces circonstances, il est incontestable que Siffrein doit être considéré comme complice de la seconde tentative. Espenon doit subir la même qualification, puisque, par ses propos réitérés à dessein et par ses conseils, il a provoqué à l'action. Ils ont tous les deux employé des artifices coupables pour amener Maximilien à un crime dont, en définitive, ils doivent recueillir presque tout le fruit. Lazare fut vivement impressionné lorsqu'il sut que ses

jours avaient été mis en péril par ceux qu'il devait regarder comme ses enfants. Cette secousse a hâté sa fin: il est mort le 6 avril, mais après avoir fait son testament en faveur de son petit-fils, Etienne Espenon. Le calcul criminel des accusés a donc ainsi été dépassé.

Les débats, et surtout les interrogatoires de Maximilien, ont donné une nouvelle force à toutes les preuves que l'instruction avait recueillies.

L'accusation a été soutenue par M. de Harqué, procureur du Roi, et combattue par M^{rs} Barret, Teste et Masson.

Les trois accusés ont été reconnus coupables, savoir: Maximilien, et Siffrein, son beau-père, des deux tentatives; Espenon, de la première seulement, avec circonstances atténuantes.

En conséquence, ils ont été condamnés: Siffrein Morel, à dix-huit ans de travaux forcés; Maximilien et Espenon, à quatorze ans de la même peine.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnance, en date du 25 juillet, sont nommés: Juges de paix du canton des Riceys, arrondissement de Bar-sur-Seine (Aube), M. Gallimard (Claude-Edme), ancien notaire; — du canton d'Estissac, arrondissement de Troyes (Aube), M. Roussellet (Pierre-Louis-Justin), avocat, ancien avoué, suppléant du juge de paix de Troyes; — du canton nord de Saintes, arrondissement de ce nom (Charente-Inférieure), M. Charrier, avocat, juge suppléant au Tribunal de première instance de Saintes, membre du conseil municipal, administrateur de l'hospice civil; — du canton de Perros-Guirec, arrondissement de Lannion (Côtes-du-Nord), M. Le Moal (François), propriétaire, bachelier en droit; — du canton de Crozon, arrondissement de Châteaulin (Finistère), M. Cusin, suppléant actuel, maire de Crozon; — du canton d'Artenay, arrondissement d'Orléans (Loiret), M. Hébert, juge de paix de Salbris; — du canton de Salbris, arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), M. Grosset, juge de paix du canton de Menetou; — du canton de Menetou, arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), M. Talbert (Henri-Charles), avocat; — du canton de Châteaufort, arrondissement d'Orléans (Loiret), M. d'Ussieux de Bant, ancien juge de paix; — du canton ouest de Vannes, arrondissement de Vannes (Morbihan), M. Berthois (Auguste), ancien juge de paix du canton d'Argentré, maire de la commune de Landavran; — du canton de Tégouet, arrondissement de Lannion (Côtes-du-Nord), M. DeFrance (Pierre-Joseph-Gélestin), propriétaire, ancien avoué; — du canton de Givors, arrondissement de Lyon (Rhône), M. Gougnard (Jean-François), ancien notaire, suppléant actuel.

Suppléants de juges de paix de Montet, arrondissement de Moulins (Allier), M. Gueston (Gilbert), membre du conseil général du département; — d'Aubenas, arrondissement de Privas (Ardèche), M. Tanpans (François), ancien juge au Tribunal de commerce d'Aubenas; — de Rodez, arrondissement de ce nom (Aveyron), M. Palangin (Pierre), ancien avoué; — de Digne, arrondissement de ce nom (Basses-Alpes), M. de Gaudemard (François-André-Jean-Baptiste), administrateur des hospices de Digne, ancien membre du conseil général du département; — de Saconis, arrondissement de Saint-Amand (Cher), MM. Bonneau (Pierre) et Dumont-Desortais (Charles-Pierre), membres du conseil municipal de Saconis; — de Collinée, arrondissement de Loudéac (Côtes-du-Nord), M. Sorel (Joseph); — de Morteau, arrondissement de Pontarlier (Doubs), M. Roussin (Louis-Aimé), notaire; — de Paey, arrondissement d'Evreux (Eure), M. Halley (Eléonor-Maximilien), notaire; — de Bourghéroulle, arrondissement de Pontaudemer (Eure), M. Grout de Saint-Paër (Porphyre), maire de Flancourt; — de Brou, arrondissement de Châteaudun (Eure-et-Loir), M. Bergeron (Jean-Augustin), propriétaire.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

— LOIRE (Saint-Etienne). — ACCIDENT SUR LE CHEMIN DE FER. — Un accident qui aurait pu avoir les plus terribles conséquences a eu lieu sur le chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon, dans la nuit de vendredi dernier à samedi. Le convoi des voyageurs, à la remonte de Lyon à Saint-Etienne, rencontra, à quelque distance de Rive-de-Gier, un convoi de wagons chargé de charbons qui descendait droit à lui et sur le même rail-way, avec toute la rapidité que lui imprimaient la pente et le poids de ses wagons. Malgré les signaux donnés, du plus loin qu'on s'aperçut, par les conducteurs en tête des voitures, l'abordage ne put être évité, et le choc se fit durement sentir aux voyageurs, que les cris d'alarme avaient tenus pendant quelques instans dans la plus cruelle anxiété. Cependant, sauf quelques avaries aux voitures, on n'a eu aucun malheur à déplorer dans cette rencontre, et personne n'a été blessé.

Mais que l'on juge de l'affreuse catastrophe qui pouvait arriver, si au lieu de s'être reconnus de loin la rencontre se fut faite au détour d'une des nombreuses courbes du chemin: alors on ne pouvait ni se voir, ni se prévenir, ni enrayer, et les voitures et les voyageurs eussent été dans le choc horriblement broyés!

« Or, dit le Journal de St-Etienne, il y a une négligence impardonnable de la part d'un ou de plusieurs employés du chemin de fer, et il est de notre devoir de le signaler. Nous demanderons aussi, puisque l'occasion s'en présente, à quel sort la nouvelle création d'un commissaire spécial sur le chemin de fer, si de pareilles négligences peuvent se produire et compromettre si gravement la sûreté des voyageurs. »

— AUDE (Narbonne). — UNE SORCIÈRE. — ESCROQUERIE. — Thérèse Galy a le malheur d'être sujette à des visions plus ou moins cruelles; tantôt c'est l'ombre d'un voisin, d'un parent, d'un ami, voire même d'un étranger qui vient la visiter, implorant des prières et des distributions de pains bénits pour le repos de son âme; tantôt elle est victime d'ombres nombreuses qui la poursuivent, viennent troubler son sommeil et laissent sur son corps amaigri les marques de leur colère.

Parfois néanmoins elle se plaît à les évoquer, et toujours les habitants du bas empire obéissent à sa parole magique. Par leurs apparitions, rien ne lui est inconnu; les morts parlent, ou bien le Petit-Albert est consulté, et l'on sait ce qu'ils veulent; de là sa facilité à guérir les enfans malades du croup ou de la coqueluche, les troupeaux atteints du sang de rate ou de la clavelée. Elle offre à une mère inconsolable de la perte de sa fille la précieuse faculté de converser avec son ombre chérie; elle menace un inédule de lui faire apparaître l'ombre irritée d'un ennemi qui n'est plus. Celui-ci tremble, la pauvre mère recherche tant de bonheur. Riches et pauvres viennent à elle demander un soulagement à leurs souffrances; il faut faire dire des messes en grand nombre, donner des pains bénits, faire de nombreuses aumônes, calmer enfin des maux irrités; mais elle seule doit faire dire les prières; elle a de plus son boulanger et ses pauvres, parce que si l'on oubliait la moindre de ses prescriptions, on ne saurait être à l'abri des poursuites des morts, qui seuls causent nos maux et nos maladies.

Tous sont alors obligés, les uns de vider leur bourse, les autres de lui donner à tel prix la partie du troupeau malade, car telles sont les règles de son art. Bien des dupes l'ont eue, mais peu de prières ont été faites; partie d'argent a servi à l'achat d'une maison, et les agneaux aux parures de ses filles (a croumpat un oustal, sas fillos bragoun pla). Elle avait cependant tiré toute sa vie son patron par la queue, et naguère on la vit tout à coup afficher son bien-être et narguer ses voisins, qui, opposant leur haine à son mépris, la forcèrent de quitter son quartier et lui infligèrent en effigie la peine terrible qu'elle eût

subie au moyen-âge. La police s'en émut, et Thérèse Galy a dû rendre compte à la justice de ses évocations et de ses escroqueries.

Quelques unes de ses nombreuses victimes sont venues le 15 juillet à l'audience du Tribunal correctionnel présidé par M. Figeac, dérouler une partie de ses actes et dévoiler ses magies, les unes désillusionnées, payant le tribut de leur colère, les autres affligées, croyant encore à sa puissance. C'est en vain que M^{rs} Pessieto, doyen et bâtonnier, chargé de la défense, lui a prêté le secours de son talent et de son zèle; le Tribunal, lui faisant application des dispositions de l'art. 405 du Code pénal, l'a condamnée à quinze mois de prison, 100 fr. d'amende et aux frais.

— FINISTÈRE (Brest). — EXERCICE ILLÉGAL DE L'ART DES ACCOUCHEMENS. — La loi du 19 ventose an XI porte des peines sévères contre toutes personnes qui se permettraient d'exercer l'art de la médecine, de la chirurgie ou des accouchemens, sans être munies de diplômes ou de lettres de réception. Cependant, malgré cela et la vigilance du parquet de Brest à déléguer au Tribunal toutes les infractions qui, à cet égard, parviennent à sa connaissance, un assez grand nombre de femmes de la campagne n'en continuent pas moins de contrevenir à la loi, en pratiquant des accouchemens.

C'est ainsi que trois femmes de cultivateurs d'une même commune se voyaient dernièrement traduites devant le Tribunal correctionnel, pour des faits de cette nature.

Mais le Tribunal, prenant en considération leur bonne foi, et attendu que jusqu'à ce jour aucunes poursuites n'avaient été dirigées contre les prévenues, a réduit l'amende à 15 fr. En cas de récidive, l'amende, qui profite ici aux hospices, peut être élevée à 200 fr., indépendamment d'un emprisonnement gradué d'après les circonstances.

— USURE ET PRÊTS SUR GAGES. — Voici un fâcheux que l'on pouvait croire inconnu dans nos communes rurales, et cependant les faits imputés au prévenu, habitant d'un bourg voisin, décèlent un véritable préteur à la petite semaine. Quelque malheureux cultivateur avait-il besoin de la plus légère somme, il devait, pour l'obtenir, déposer d'abord, à titre de gage, des effets d'une valeur décuple de celle qu'il recevait, et au bout de la semaine ou du mois convenus pour la durée du prêt, il avait à payer soit un dixième, soit même un cinquième en sus de la somme principale.

Un grand nombre de témoins sont venus rendre compte des conditions que la misère les avait ainsi forcés d'accepter; mais tous paraissent étonnés qu'il y eût là quelque chose de répréhensible pour le prévenu, qu'ils auraient presque décoré de la dénomination de bienfaiteur... Et parmi ses victimes, on voyait figurer jusqu'à une mendicante!

M. l'avocat du Roi Michel de la Morvonnais a vivement soutenu la prévention. « Il importe, disait ce magistrat, que les campagnes, où se trouvent tant de familles nécessiteuses, soient particulièrement protégées contre les odieuses spéculations de la cupidité. »

M^{rs} Clérec aîné, avocat, n'a point contesté les torts de son client; mais il s'est attaché à faire la part de la complète ignorance où était le prévenu des dispositions de la loi, ignorance que partageaient eux-mêmes tous ceux qui s'adressaient à lui pour en obtenir des secours. Enfin le défenseur a fait encore valoir comme dernier motif d'indulgence que l'inculpé était père de neuf enfans, tous à sa charge.

Le Tribunal a condamné le prévenu à quinze jours d'emprisonnement et à 100 francs d'amende.

PARIS, 28 JUILLET.

— LE MARIAGE IMPOSSIBLE. — Laurent Beruard est allé sur le banc de la police correctionnelle; il est prévenu de ban rompu.

M. le président: Pourquoi êtes-vous venu à Paris? Vous savez que le séjour de cette ville vous est interdit par suite de condamnation.

Le prévenu: J'y étais venu pour me marier; je crois que c'est là un bon motif.

M. le président: Peu importe le motif: vous ne deviez pas y venir.

Le prévenu: Il paraît que je ne pourrai jamais me marier... ça allait se faire au moment où j'ai été arrêté pour le vol qui me met sous cette surveillance.

M. le président: Vous avez volé au moment de vous marier... c'était entrer en ménage sous de bien mauvais auspices.

Le prévenu: C'était pour mon mariage que j'avais volé... je n'avais pas le sou pour faire un cadeau à ma future... je n'avais pas même de quoi acheter l'alliance... alors je me suis laissé entraîner... Ça a encore empêché la chose de se faire.

M. le président: Pourquoi ne vous êtes-vous pas marié en sortant de prison?

Le prévenu: J'allais lâcher la chose; mais la veille on m'a arrêté, parce que je ne m'étais pas rendu tout de suite au lieu de ma surveillance.

M. le président: Outre votre condamnation pour vol, vous en aviez déjà encouru deux autres.

Le prévenu: Ah! oui, je sais bien; mais c'était pas pour grand chose: c'était pour vagabondage.

M. le président: Cela prouve toujours que vous êtes un mauvais sujet et un paresseux.

Le prévenu: Moi, paresseux!... Laissez-moi seulement me marier, et puis vous verrez.

M. le président: Où est votre lieu de surveillance?

Le prévenu: A Reims.

M. le président: Pourquoi ne vous mariez-vous pas à Reims?

Le prévenu: Parce que ma future est en maison à Paris. Une fameuse place, 300 fr. de gages; et elle ne veut pas quitter ça. Mettez-moi en liberté, je me marie, c'est l'affaire de deux jours. Les bans sont publiés depuis longtemps. Après ça, je vous donne ma parole d'honneur que je pars pour Reims, où j'y resterai tranquillement pendant mes deux ans.

M. le président: Vous savez bien que c'est impossible; vous ne pouvez pas rester un seul jour à Paris.

Le prévenu: C'est-y avoir du guignon!... j'arrive ici un vendredi, je devais me marier le lendemain, et on m'arrête le soir; on ne veut pas que je me marie, c'est clair.

Le Tribunal condamne Bernard à un mois d'emprisonnement.

Le prévenu: Dans un mois, je pourrai-t-y me marier?

M. le président: Si vous restez à Paris en sortant de prison, vous serez arrêté de nouveau, et le Tribunal se montrera plus sévère; faites-y bien attention.

Bernard: Faut pourtant que je me marie... C'est embêtant ça, à la fin!

Une grosse mère d'une trentaine d'années, haute en couleurs, se lève dans l'auditoire, et s'adressant à Bernard: « Ne pleure pas, Laurent, lui dit-elle; dans un mois je donne le compte à mes maîtres et je vas te rejoindre à Reims... Tant pis! tiens, je trouverai bien une autre place... On dine à Reims comme à Paris. »

— VOL A LA COMMISSION. — Un vol dont les jeunes apprentis ne sont que trop souvent victimes, amenait un ouvrier chapelier nommé Guéret devant la police correctionnelle (7^e chambre).

Louise Béchu, jeune fille de douze ans, qui est en apprentissage chez la dame Basnage, blanchisseuse, avait été chargée, le 24 du mois dernier, de reporter le linge à

plusieurs pratiques. Le panier d'osier sous le bras, elle cheminait lentement et s'arrêtait assez souvent, car la charge était un peu lourde pour son petit bras, quand un jeune homme s'approche d'elle, et lui dit: « Ma petite, si vous voulez porter cette lettre dans la maison que vous voyez là en face, il y a 15 sous pour vous. — Je veux bien, monsieur, se hâta de répondre la petite Louise. — Vous la monterez vous-même, et vous attendrez la réponse; c'est au quatrième. » Et comme l'enfant se disposait à partir: « Laissez là votre panier, lui dit le jeune homme, il vous gênerait: je vais vous le garder jusqu'à votre retour. »

On devine que Louise fit une course inutile, et que lorsqu'elle revint elle ne trouva plus ni le jeune homme ni son panier. Toute confuse et les larmes aux yeux, elle retourna chez sa maîtresse à qui elle conta ce qui lui était arrivé, et qui la chassa.

Par bonheur, l'escroc s'adressa, dès le lendemain, pour se débarrasser du produit de son vol, au sieur Lebègue, marchand brocanteur; par bonheur encore, le sieur Lebègue est un honnête homme qui, loin de vouloir profiter de l'occasion, et s'apercevant au linge qui venait d'être fraîchement démarqué, qu'on lui offrait le résultat d'un vol, questionna son vendeur sur l'origine de ces objets. Les réponses embarrassées du jeune homme ne lui laissant aucun doute, il l'arrêta, et le conduisit chez le commissaire de police.

Comme, de son côté, la dame Basnage avait fait sa déclaration, son linge lui fut rendu sans qu'il y manquât une seule pièce, si ce n'est une paire de chaussettes que le voleur avait à ses pieds.

Une dénégation n'était pas possible; aussi Guéret se contenta-t-il de répondre aux questions de M. le président: « Je sais ce qui me revient, allez!... Tout ce que je dirais, et rien, ça serait tout comme; ainsi faites votre affaire... Une autre fois, je ne serai pas si bête. »

Cet une autre fois attire à Guéret quinze mois d'emprisonnement.

ETRANGER.

— ETATS-UNIS (New-York), 1^{er} juillet. — DUEL. — MEURTRE. — Une de ces épouvantables scènes devenues si fréquentes sur le territoire de l'Union vient d'affliger les habitants de Princeton, dans le Kentucky.

James Fitz Maurice, fermier du droit de passe sur les routes, et son ami Henry Harmon, sellier, avaient bu ensemble, et bien plus que d'ordinaire, dans la taverne du Globe. Ils finirent par se quereller. « C'est dommage, dit Harmon, qu'il n'y ait pas de Rébeccaes dans ce pays; j'irais démolir ta baraque, et je te ferais passer un mauvais quart-d'heure! »

Ce propos fut suivi d'une provocation, et comme dans ce pays on ne marche jamais sans une paire de pistolets, les deux champions se reprirent dans une écurie sous prétexte de tirer au blanc. Les valets d'écurie ne furent donc pas étonnés d'entendre trois ou quatre coups de pistolet. A la dernière décharge, Harmon eut la jambe légèrement éffleurée par une balle. Fitz Maurice prit la fuite. Harmon, après avoir posé sur sa blessure un très simple appareil, sortit de la taverne.

La fatalité voulut que deux heures après ces deux hommes se rencontrassent dans la rue. La dispute se renouvela plus vive qu'auparavant. Fitz Maurice avait eu le temps de recharger ses pistolets; il en tira un sur Harmon et le manqua. Il allait donc faire feu de l'autre, lorsque son adversaire s'élança sur lui, et ils roulèrent ensemble sur la poussière. Les pistolets de Harmon n'étaient pas chargés, mais ils étaient pourvus d'une baïonnette à ressort. Le malheureux se servit d'une de ces armes pour porter à Fitz Maurice cinq coups de poignards qui l'étendirent raide mort à ses pieds.

Harmon a été déclaré, par le jury d'enquête, prévenu de meurtre au premier degré, c'est-à-dire d'homicide à la suite de provocations. Il sera jugé aux prochaines assises de la Cour de Circuit.

PAYS DE GALLES (Angleterre), 25 juillet. — ARRESTATION DE CHEFS REBECCAÏTES. — Samedi dernier, un agent de police lia une conversation dans un cabaret de Swansea avec un nommé John Jones, qui y buvait, et qu'il soupçonnait d'avoir des intelligences avec les bandes de Rébecca. Il ne manqua pas de faire valoir aux yeux de cet homme la récompense de 100 livres sterling (2,500 fr.) promise à ceux qui livreraient les principaux chefs des émeutiers. « Je voudrais bien, ajoutait l'inspecteur, pouvoir éclairer l'autorité à ce sujet, ma fortune serait faite. »

Ebloui par une pareille offre, et séduit par quelques verres de whiskey, John Jones devint plus communicatif; il avoua qu'il était Rébeccaite, et qu'il avait concouru à la destruction de plusieurs turnpikes établis pour la perception des droits sur les routes; il ajouta qu'il connaissait bien ceux qui excitaient ces désordres.

« Nous ne prenons plus, ajouta-t-il, la peine de nous déguiser en femmes. Nous retournons nos habits, et nous nous sommes porteurs ne font de mal à personne: nous tirons des coups de fusil à poudre en signe de triomphe, et nous démolissons les barrières au son du tambour, des trompettes et des cornets à bouquin. »

Conduit aussitôt devant le maire, le révélateur dénonça comme instigateur des troubles quarante gros fermiers du pays.

Le capitaine Napier, surintendant de la police du comté; l'inspecteur Rees et deux de leurs agents, se mirent aussitôt en marche, et arrêtèrent sans résistance deux Rébeccaes qui leur étaient désignés. Ils entrèrent ensuite chez un fermier nommé Morgan, dont ils se proposaient d'arrêter le fils.

Une minute après leur entrée dans la maison, la femme du fermier, saisissant une casserole remplie d'eau bouillante, la répandit sur l'épaule du capitaine, qui fut grièvement brûlé; elle le frappa ensuite sur la tête avec sa casserole vide. Le fils Morgan, jeune homme robuste, s'empara d'une faucille avec laquelle il aurait infailliblement tué M. Napier, mais le capitaine se jeta sur John Morgan, et le désarma, après avoir reçu une légère blessure. Il prit ensuite un des pistolets qu'il avait à sa ceinture. John Morgan lui arracha cette arme des mains, mais il n'y avait point de capsule. Pendant que le jeune villageois faisait partir inutilement la détente, M. Napier tira à bout portant son second pistolet sur John Morgan, qui fut blessé à l'abdomen.

Des renforts étant arrivés, toute la famille Morgan a été mise en arrestation, ainsi que M. Vaughan, maître de poste et aubergiste; David John, fils d'un respectable fermier; Daniel Lewis, tisserand. La famille Morgan se compose du père, de la mère, de trois fils et d'une fille. John Morgan, le blessé, a été conduit à l'hôpital. On est parvenu à extraire la balle, qui, en pénétrant au-dessus de l'aîne, a glissé sur l'intestin ilium sans l'entamer, et s'est arrêtée entre la seconde et la troisième côtes.

Aujourd'hui, une grande agitation règne à Swansea, la foule s'est réunie en face de la prison où ces prévenus sont gardés par le 75^e régiment d'infanterie. Les boutiques sont fermées, et les affaires suspendues.

A neuf heures, les magistrats, présidés par sir John Morris, se sont réunis à huis-clos dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville afin de procéder aux informations. Un attorney s'étant présenté au nom de quelques-uns des prisonniers, les magistrats ont refusé de l'admettre, et lui ont

notifié leur décision par écrit en ces termes :

« Il est résolu unanimement que toutes les séances tenues par les magistrats, dans leurs investigations sur les faits relatifs à la démolition des barrières pour la perception des taxes dans cette contrée, seront secrètes jusqu'à ce que l'instruction ait été complétée. »

JOHN MORRIS, président.

A la fin de cette séance, qui a duré toute la journée, l'enquête a été continuée au lendemain.

— BELGIQUE (Liège). — DUEL. — Un duel dont les résultats ont été bien déplorablement vus d'avoir lieu entre M. Kant, lieutenant d'artillerie, et M. Dutilleux, de Namur.

Jeudi, vers la soirée, M. Kant sortit de chez lui avec un de ses camarades, et fut apostrophé par M. Dutilleux, à peu près en ces termes : « Je voudrais bien savoir, Monsieur, pourquoi vous me regardez d'un air si insolent ? » M. Kant répondit avec modération : « Monsieur, bien loin de vous regarder, je ne vous ai jamais même remarqué. » Mais voyant que son interlocuteur élevait la voix et répétait à plusieurs reprises le mot insolent, il le pria de venir le trouver le lendemain chez lui, et ils se séparèrent.

Le lendemain, un M. L... se présenta chez M. Kant, avec une lettre de M. Dutilleux, dans laquelle celui-ci disait qu'une rencontre était devenue inévitable, et qu'il regarderait toute excuse comme une lâcheté. Après quel-

ques arrangements, le témoin demanda que la lettre fût déchirée, et M. Kant, par un mouvement d'imprudente générosité, la lui remit.

M. Kant consulta quelques-uns de ses camarades, et l'on décida qu'en présence d'une injure aussi grossière qu'elle était imminente, il devait accepter une position qu'il ne s'était pas faite. M. Kant envoya donc deux amis chez M. Dutilleux pour lui demander son heure pour le lendemain, et pour lui apprendre que M. Kant était provoqué, et ayant ainsi le choix des armes, entendait se servir du sabre. M. Dutilleux accepta l'arme, en demandant toutefois qu'on se servit de sabres droits. L'heure convenue était sept heures du matin ; mais M. Kant ayant observé qu'il n'était qu'un peu tard, un de ses témoins se chargea d'aller proposer à M. Dutilleux l'heure de cinq heures.

Il paraît que dans cette seconde entrevue, M. Dutilleux coupa court à quelques représentations que lui faisait le témoin sur sa singulière manière d'agir, en disant que, quand il voulait avoir une affaire avec quelqu'un, il trouvait toujours moyen de l'amener sur le terrain.

Samedi, les adversaires se rencontrèrent au-dessus de Herstal. Les témoins constatèrent que M. Dutilleux n'avait eu d'autre raison de provoquer M. Kant que celle de voir de l'insolence dans son regard.

Le combat commença ; après quelques coups portés avec emportement par M. Dutilleux, M. Kant profita d'un moment où il se lançait de nouveau sur lui, et frappa de la bras

avec vigueur, et le malheureux Dutilleux s'enferma : le sabre traversa le poulmon droit en coupant à moitié une côte, après avoir touché le poignet à la partie interne de l'avant-bras.

M. le docteur Dewildev arriva immédiatement sur le lieu du combat et n'y trouva qu'un cadavre ; il constata, d'après l'inspection de la blessure, que la mort avait dû être instantanée.

L'instruction judiciaire a commencé immédiatement.

L'Opéra-Comique annonce aujourd'hui un spectacle à faire courir tout Paris : Zampa et l'Ambassadrice, par les premiers sujets, et pour la continuation des brillants débuts de M^{lle} Lavoie.

— Mlle Rose Chéri jouera ce soir, au Gymnase, ses deux rôles à succès, dans Francesca et dans les deux Sœurs. La réunion de ces deux ouvrages attire chaque soir une chambre complète.

— Au théâtre du Vaudeville, aujourd'hui samedi, spectacle demandé : M^{lle} Barbe bleue, Marguerite et les Petites misères ; au choix de ces trois jolis ouvrages viennent se joindre les noms d'Arnal, Ferville, Bardou, Laferrière, Hippolyte, Félix, M^{lle} Thénard, Doche, Juliette et Saint-Marc.

— Les artistes espagnols sont de plus en plus applaudis par le public des Variétés. La pièce dans laquelle ils jouent ce soir sera accompagnée de la Perruquière de Meudon, qui vient d'obtenir un très brillant succès, et de la Chasse aux jeunes Filles, jouée par toute la troupe.

Librairie, Beaux-Arts, Musique.

— Voici une heureuse idée, une nouvelle et charmante publication. Le Magasin littéraire (Romans, Nouvelles et Feuilletons signés par les auteurs les plus en renom), donne, pour douze francs par an, la matière de plus de soixante volumes in-8°.

Chaque volume ne revient donc qu'à vingt centimes, c'est-à-dire au prix ordinaire de location. — C'est une énigme de bon marché que son immense succès peut seul expliquer. — Rue Coq-Héron, 5. (Voir aux annonces d'hier.)

NOUVELLE INDUSTRIE DE LA FABRIQUE DE LYON.

Le Christ, gravure tissée en soie. — La fabrique de Lyon vient d'ajouter une branche nouvelle à son industrie, la gravure tissée. Un Christ, merveilleusement reproduit par Jacquart, est exposé chez MM. Marbeau et C^{ie}, à l'Entrepôt général des étoffes de soie, rue de la Vrillière, 8. La modicité du prix de ce bel ouvrage (55 francs) le met à la portée de toutes les fortunes.

Spectacles du 29 juillet.

OPÉRA. — Les Dames de Saint-Cyr. OPÉRA-COMIQUE. — L'Amassadrice, Zampa. VAUDEVILLE. — Marguerite, Mme Barbe-Bleue, Petites misères. VARIÉTÉS. — Belles-Filles, la Perruquière, Contrebandiers. GYMNASÉ. — L'Assassin, Francesca, 2 Sœurs. PALAIS-ROYAL. — Jocrisse, l'Autre Part, la Fille, le Conseil. PORTE-ST-MARTIN. — Léonore. GAITE. — Le Manoir. AMBIGU. — 6,000 francs, En Sibérie.

Librairie.

DICTIONNAIRE DES

CONTRATS ET OBLIGATIONS

En matière civile et commerciale, Par M. J. Bousquet, avocat à la Cour royale de Paris.

Deux forts volumes in-8°, format ensemble 1,660 pages. PRIX : 16 FRANCS.

Cet ouvrage contient 1° un préambule sur l'origine de chaque contrat ; 2° le texte de la loi nouvelle comparé au droit romain, au droit coutumier, au droit canonique ; 3° l'analyse des motifs et des discussions lors de la confection des Codes ; 4° un commentaire de la matière ; 5° la doctrine de tous les auteurs anciens et modernes ; 6° les arrêts des Cours royales et de la Cour de cassation jusqu'au 1^{er} mars 1840 ; 7° enfin, les droits d'enregistrement concernant chaque contrat.

M. Teste, aujourd'hui ministre, et M^{le} Paillet, ancien bâtonnier, dans le compte par eux rendu de cet ouvrage, l'ont considéré comme étant d'une utilité générale et de tous les jours.

Au moyen du classement alphabétique adopté par l'auteur, le lecteur trouvera de suite l'objet de sa recherche.

Cet ouvrage, dont l'utilité et la commodité ont été généralement appréciées, ainsi que le dit M. Teste, traite tous les cas de prescription et de déchéance en matière civile, commerciale, criminelle, en matière de délits et contraventions, en matière administrative et fiscale.

Chez B. DUSILLION, rue Laffitte, 40.

DICTIONNAIRE DES PRESCRIPTIONS

Par M. J. Bousquet. Un volume in-8°. Prix : 6 fr. Chez B. Dusillion, rue Laffitte, 40.

A LIRE.

Une Gazette spéciale des Chemins de Fer, organe fidèle et impartial des Actionnaires, scrutant et discutant les opérations des Compagnies, combattant par la publication celles qui pourraient être préjudiciables : un tel organe est devenu indispensable.

Aucun capitaliste ne reculera devant une dépense de 10 fr. (prix de l'abonnement annuel), pour être à même d'étudier et de connaître le mécanisme d'opérations dans lesquelles une partie de sa fortune est engagée. Il est à présumer que non seulement les porteurs d'actions des chemins de fer deviendront abonnés, mais encore concourront à la fondation de la Gazette spéciale des Chemins de Fer, en se rendant acquéreurs d'un ou de plusieurs titres.

Le capital social de la Gazette spéciale des Chemins de Fer, de 200,000 fr., est divisé en 4,000 titres au porteur de 200 fr. chacun. Un revenu annuel de 10 p. 100 sera servi d'abord à tous les Actionnaires.

Puis, avec l'excédant des bénéfices, vingt titres seront remboursés chaque année avec une prime de 50 fr. au moins.

Ce remboursement de titres se faisant chaque année, il est facile de comprendre que les primes augmenteront proportionnellement de la somme des intérêts dont on bénéficiera par cette diminution progressive du capital social.

Ces primes pourront donc s'élever progressivement à un chiffre tel, que les titres non remboursés en acquerront une valeur effective très élevée.

C'est donc un placement qui offre tous avantages désirables, tous bénéfices certains et assurés ; c'est une fortune entière à espérer, à prévoir.

Un titre de 200 fr. donne droit, en outre, à la réception gratuite de la Gazette. — Cinq titres confèrent ce droit pendant toute la durée de la Société (même après le remboursement).

Ce placement présente donc, comme on le voit, tous les avantages désirables : garantie d'intérêts majeurs ; — certitude de bénéfices fondée sur l'utilité prouvée du journal.

158, rue Montmartre, au coin de la rue des Jeûneurs.

En vente, à Paris, chez B. DUSILLION, éditeur, rue Laffitte, 40, au premier.

ŒUVRES JUDICIAIRES D'HENRION DE PANSEY, ANNOTÉES.

- 1° DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX, avec un Commentaire de la Loi du 23 mai 1833; 2° DU POUVOIR MUNICIPAL, avec un Commentaire des Lois des 21 mars 1831 et 18 juillet 1837; 3° DES BIENS COMMUNAUX ET DE LA POLICE RURALE ET FORESTIÈRE, avec un Commentaire de la Loi du 10 mai 1838.

- 4° DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE EN FRANCE, avec un Commentaire de la Loi du 20 mai 1838; 5° DES PAIRS DE FRANCE, avec un Commentaire de la Loi du 24 février 1825.

Un beau volume grand in-octavo à deux colonnes, contenant la matière de plus de six volumes ordinaires. — Prix : 15 fr., rendu franc de port.

Les ouvrages du président Henrion de Pansey sont de ceux dont il est difficile de faire l'éloge : ce que l'on pourrait en dire serait toujours au-dessous de ce que le monde en pense. On ne parlera donc pas ici du mérite de ces ouvrages en eux-mêmes, on se bornera à constater que les lois nouvelles intervenues sur les matières traitées par l'auteur, loin de diminuer l'utilité de ses livres, l'ont au contraire agrandie, parce que l'on y trouve les motifs docement développés des principales modifications qui ont en quelque sorte été écrites sous sa dictée par les nouveaux législateurs.

Toutefois, ces modifications, très nombreuses aujourd'hui, devaient être indiquées, et il a fallu suppléer

l'auteur en faisant ce qu'il n'aurait pas manqué de faire lui-même s'il avait survécu à la promulgation des lois nouvelles.

A cet effet, l'éditeur a confié à plusieurs de nos magistrats et juriconsultes les plus distingués le soin d'annoter chacun des ouvrages qui composent sa publication. Ce travail nouveau ajoute près d'un cinquième au texte de l'auteur (qui, d'ailleurs, a été religieusement respecté), et, malgré cet accroissement de matière, le prix de l'édition actuelle s'élèvera à peine au taux auquel a été vendu jusqu'à ce jour un seul des quatre ouvrages dont elle se compose.

et dont le seul dépôt est à Paris, chez M. FRANÇOIS, rue et terrasse Vivienne, n. 2, produit des effets excessivement remarquables. Un mois suffit pour faire pousser les Cheveux sur les têtes les plus chauves, et parer de Moustaches et Favoris le visage des adolescents.

Avis important.

C'est principalement pendant la belle saison, à une époque où la chaleur agit fortement sur le cuir chevelu, et favorise le développement de la végétation capillaire que l'emploi de

LA VÉRITABLE POMMADE DU LION,

BREVETÉE PAR ORDONNANCE DU ROI.

1 pot, 4 f.; — 3 pots, 11 f.; — 6 pots, 20 f.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

Place de la Bourse.

LOISA

Comédie, en 2 actes, mêlée de chant. PAR M^{lle} ANCELOT. Brochure 10 s. — Prix : 60 centimes.

SOUS PRESSE: PETITES MISÈRES de la Vie humaine, PAR CLAIRVILLE.

Ces deux pièces éminemment dramatiques seront lues avec plaisir par tous ceux qui les ont vu jouer par l'élite de la troupe du Vaudeville, et les personnes éloignées de Paris les liront également avec intérêt, pour se tenir au courant des nouveautés dramatiques. — On trouve également chez les mêmes libraires tous les pièces du répertoire d'Arnal : le Héros du Marquis de 15 sous, l'An-

Grand Album Gavarni.

Album relié de 41 lithographies.

Voici encore une charmante collection, un résumé épisodique de la vie parisienne dans ses détails les plus délicats et les plus amusants. Le Parisien à la campagne, le Provincial à Paris, les ridicules de ces deux existences, les dangers de la politique, etc. Voilà les tableaux animés qui passent devant les yeux. On le voit donc, c'est une encyclopédie de Paris que nous annonçons.

A Paris, chez B. DUSILLION, rue Laffitte, n. 40.

Adjudications en justice.

Etude de M^{re} Amédée DUPARC, avoué, rue Neuve-des-Petits-Champs, 50.

Vente et adjudication en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, locale et issue de l'audience ordinaire de la première chambre dudit Tribunal, au Palais de Justice, à Paris, le mercredi 23 août 1843, une heure de relevée, sur licitation entre majeurs des

Immeubles

Ci-après désignés, en deux lots.

1^{er} Lot. MAISON à Paris, rue Pigalle, 19 bis, consistant en un grand corps de bâtiments élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée et de cinq étages, une petite cour d'entrée et un jardin clos de murs ; un petit pavillon en meublé et plâtre, et un petit appendice également en meublé et plâtre, contenant des lieux d'aisances ; la superficie desdits jardins, cour et bâtiments est de 7 ares 60 centiares environ (766 mètres carrés) ; un grand TERRAIN sur lequel se trouvent trois petits corps de bâtiments inachevés et un jardin planté d'arbres fruitiers, d'arbres de haute futaie de différentes essences et d'agrément ; le tout d'ancienneté sous le n. 21 de la rue Pigalle, est d'une contenance de 31 ares 16 centiares (3116 mètres carrés) ;

2^e Lot. UNE MAISON en construction et ses dépendances, situées à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 8 bis, ci-devant et devant porter actuellement le n. 8, avec deux cours et un puits moyen ; le tout d'ancienneté contenance totale de 509 mètres 50 centimètres carrés. Outre les charges, clauses et conditions de l'enchère, la vente aura lieu, savoir :

Pour le premier lot, sur la mise à prix de 250,000 fr.

Et pour le deuxième lot, sur 130,000 fr.

S'adresser pour les renseignements, 1^o à M^{re} Amédée Duparc, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 50, dépositaire d'une copie du cahier des charges ; 2^o à M^{re} G. Garnier, avoué coadjuteur, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26 ; 3^o à M^{re} Rascol, avoué coadjuteur, demeurant à Paris, rue Vieille-Goussier, 4 ; 4^o Et à M^{re} Desjardins, notaire à Paris, y demeurant, place des Gouttes-Péres, 9, (1509)

Etude de M^{re} CIBOT, avoué, rue des Moulins, 7.

Adjudication définitive, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, s'étant au Palais de Justice à Paris, une heure de relevée, le mercredi 1^{er} août 1843,

D'UNE MAISON

située à Paris, rue Guy-la-Brosse, 6. Superficie, 208 mètres 46 centimètres. Produits, 4,100 francs. Mise à prix, 60,000 fr.

S'adresser, 1^o à M^{re} Jarsain, avoué poursuivant, rue de Choiseul, 2 ; 2^o à M^{re} Duvranchet, avoué présent à la vente, rue Favart, 8. (1478)

Ventes immobilières.

Etude de M^{re} DEJAT, avoué à Paris, rue Cléry, 5.

Vente sur licitation, en l'étude et par le ministère de M^{re} Bizouard, notaire à Noisy-le-Sec, canton de Pantin.

En deux lots qui ne seront point réunis, 1^o D'UNE MAISON, avec cour et dépendances, sise à Vincennes, rue du Midi, 5, arrondissement de Sceaux, département de la Seine;

D'UNE MAISON

située à Paris, rue de Saint-Jacques, 176 et 175. Produit brut : 3,300 fr. environ. Mise à prix : 35,000 fr.

S'adresser audit M^{re} Boncompagne, avoué poursuivant la vente. (1485)

Etude de M^{re} JARSAIN, avoué, rue de Choiseul, 2.

Adjudication, le 23 août 1843, une heure de relevée, en l'audience des criées du Tribunal de première instance de la Seine,

D'UNE MAISON

située à Paris, rue de Valenciennes, n. 10, arrondissement de Sceaux, département de la Seine;

2^o d'une autre Maison

avec cour, jardin et dépendances, sise à Bondy, sur le bord de la grande route de Paris à Noisy, canton de Pantin, arrondissement de St-Denis.

L'adjudication aura lieu le 13 août 1843, heure de midi.

Le 1^{er} lot sera crié sur la mise à prix de 2,000 fr. Le 2^e lot sera crié sur la mise à prix de 4,000 fr. Total. 6,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^{re} BIZOUARD, notaire à Noisy-le-Sec, dépositaire du cahier des charges et des titres de propriété ; 2^o A M^{re} Dujal, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Cléry, 5. (1480)

Adjudication, par suite de décès et en vertu d'une ordonnance de référé, en l'étude et par le ministère de M^{re} Olagnier, notaire à Paris, rue Hauteville, 1, le vendredi 4 août 1843, une heure de relevée,

DROIT AU BAÏL

qui a encore 11 ans de durée, d'UNE MAISON, sise à Paris, allée des Veuves, 85 ou ex-propriété d'un établissement d'entrepreneur de maçonnerie.

Mise à prix, 2,500 fr. S'adresser audit M^{re} Olagnier, dépositaire du cahier des charges. (1568)

Sociétés commerciales.

D'un acte reçu M^{re} Poisson, notaire à Epernay, soussigné, le 14 juillet 1843, enregistré, il résulte que M. Jules-Auguste PESCHIE-LOCHER-VIVIN, horloger, demeurant à Epernay ; et M. Alexandre-Augustin CROUTTE, horloger, demeurant à Paris, rue Meslay.

Ont formé une société en nom collectif pour l'exploitation d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un système pour modifier la force des ressorts moteurs et la rendre constante, proclamé au nom de M. Peschielocher, par ordonnance royale du 12 avril 1843;

2^o D'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour le même système, non proclamé, mais constaté par un certificat de demande du 24 mars 1843. La société a pour durée la durée des brevets, qui pourrait être prolongée par l'obtention de nouveaux brevets de perfectionnement. Siège de la société, à Paris, au domicile de M. Croutte, Maison sociale, PESCHIELOCHER-VIVIN et Auguste CROUTTE.

Mais toutes les opérations d'acquisitions doivent être faites au comptant, et la signature de l'un des associés ne peut engager l'autre.

M. Croutte est chargé de la gestion. Les apports des associés consistent dans la propriété des brevets susénoncés et dans une somme de 5,000 fr. qui devra être versée par chaque associé au fur et à mesure des besoins de la société. La société commence du jour de l'acte et finit avec les brevets.

Pour extrait : POISSON. (977)

Par acte sous seings privés en date, à Paris, le 25 juillet 1843, enregistré le même jour, par Texier, qui a reçu 5 fr. 50 c., il a été formé entre M. Aulo neveu de M. MEQUIGNON junior, libraire, demeurant à Paris, rue des Grands-Augustins, 9, et M. Jules LEROUX, libraire, demeurant à Paris, rue des Petits-Augustins, 20, une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de librairie ecclésiastique, pour six, neuf ou douze années, à partir du 1^{er} juillet 1843, au choix de M. Mequignon, en prévenant M. Leroix six mois d'avance.

Le siège en sera à Paris, rue des Grands-Augustins, 9.

La raison sociale sera MEQUIGNON junior et Compagnie. La signature sera commune aux deux associés, qui ne pourront s'en servir que pour les affaires de la société. Chacun coopérera également à la gestion des affaires de la société.

Pour extrait, TOCHARD. (954)

Suivant acte passé devant M^{re} Lejeune, et son collègue, notaires à Paris, le 30 juillet 1843, portant cette mention : Enregistré à Paris, au bureau, le 22 juillet 1843, fol. 73 v^o, c. 3, reçu 7 francs 70 cent., savoir : pour société de 5 fr., pour 2 francs, et pour décliné 70 cent. Signé : Dufresne.

Il a été formé sous la raison sociale : Auguste MOREL et C^{ie}, une société commerciale entre M. Auguste-Laurent MOREL, consul général de Toscane, consul de Sardaigne et de Lucques, chevalier-grand-croix de l'Ordre de Jérusalem, demeurant et devant à Anvers (Belgique), et domicilié maintenant à Paris, rue de Provence, 45, d'une part ; et M. Alexandre-Augustin CROUTTE, horloger, demeurant à Paris, au domicile de M. Croutte, Maison sociale, PESCHIELOCHER-VIVIN et Auguste CROUTTE.

La société est en nom collectif à l'égard de M. Morel, et en commandite à l'égard des autres associés.

En conséquence, M. Morel, directeur général, a seul la gestion et est seul responsable des engagements de la société envers les tiers.

L'objet de la société est l'exploitation du bureau central et continental des assurances maritimes, transféré d'Anvers à Paris.

Le bureau central des assurances maritimes d'Anvers que M. Morel avait créé en 1831, formant une succursale du bureau de Paris, l'exploitation de cette succursale fait

aussi l'objet de cette société. Les opérations de la société se bornent à entreprendre les assurances maritimes à forfait.

La société pourra être transformée en société anonyme.

Le siège principal de la société est à Paris, rue de Provence, 45.

Le siège de la succursale anversoise est fixé à Anvers, rue de l'Empereur.

La durée de la société est de dix, quinze ou vingt ans, à compter du jour de l'acte extrajudiciaire. La société ne sera dissoute à l'échéance de chacune des deux premières périodes qu'autant que cette dissolution serait demandée par un nombre d'actionnaires formant ensemble la moitié des actions réalisées.

Le capital social est fixé à 3,000,000 de francs.

Une première série de cinq cents actions de 1,000 francs chacune est mise en émission, et formé le capital de fondation fixé à 500,000 francs, et aujourd'hui souscrit.

Une autre série pourra être émise par le directeur au fur et à mesure des besoins de la société et après la réalisation de la série précédente, et ainsi de suite jusqu'à concurrence de 3,000,000 de francs qui forment le capital social.

Le directeur est pour toute la durée de l'association, M. Auguste Morel, consul-général et fondateur du Bureau central des assurances maritimes à Anvers.

Le directeur était seul responsable vis-à-vis des tiers, les engagements de la société se contractent sous la raison sociale : Auguste MOREL et C^{ie}, et conséquemment la signature de MOREL et C^{ie}, pour tout ce qui concerne les opérations proprement dites de la société.

La société peut entrer en liquidation avant l'expiration de sa durée :

1^o Par la perte constatée de plus du vingtième du capital social.

2^o Dans le cas où le prélevement fixe de 6 pour 100 cesserait d'être servi aux actionnaires ;

3^o Par le décès ou la démission du directeur, si tous les actionnaires ne consentent pas à continuer les opérations de la société ;

4^o Par la seule volonté des actionnaires formant la majorité de la moitié en somme de la totalité des actions réalisées dans le cas où l'une des périodes prévues pour la durée de la société serait arrivée à son terme.

Pour faire publier ledit acte de société, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Pour extrait, signé : LEROUX. (968)

Suivant acte sous seings privés, en date du 20 juillet 1843,

M. Barthelemy KIEFFER, facteur de pianos, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, 142, et Edmond BONNEAU, emballer, demeurant à Paris, rue de Faubourg-Saint-Honoré, 36,

Il a été formé une société en nom collectif

pour la fabrication, la vente, la location et la réparation de pianos, sous la raison sociale KIEFFER et C^{ie}. Cette société, dont le siège est à Paris, a commencé le 15 juillet 1843, et finira à pareille époque en 1848.

Le fonds social est fixé à la somme de huit mille francs. Chacun des associés aura la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour acquiescer les sommes ou factures dues à la société.

Toutes les affaires devant être faites au comptant, aucun des associés ne pourra créer ni faire aucun effet ni billet au nom de la société. E. BONNEAU. (958)

Nous soussigné J. LIGNIERE et DESSIANE, NE, fabricants de châles, demeurant à Paris, rue Cléry, 13, déclarons que la société qui existait entre nous sous la raison J. LIGNIERE et DESSIANE, et qui, aux termes de l'acte passé le 20 janvier 1841, devant M^{re} Marchal et son collègue, notaires à Paris, devait cesser le 10 janvier 1847, est et demeure dissoute d'un commun accord avant le terme fixé.

M. J. Lignière reste chargé de la liquidation de la société, et de la réalisation de la série précédente, et ainsi de suite jusqu'à concurrence de 3,000,000 de francs qui forment le capital social.

Le double a été enregistré à Paris, le 7 juillet 1843, fol. 40 r. c. 6, au droit de 5 fr. 50 c., 10^e compris. TEXIER.